

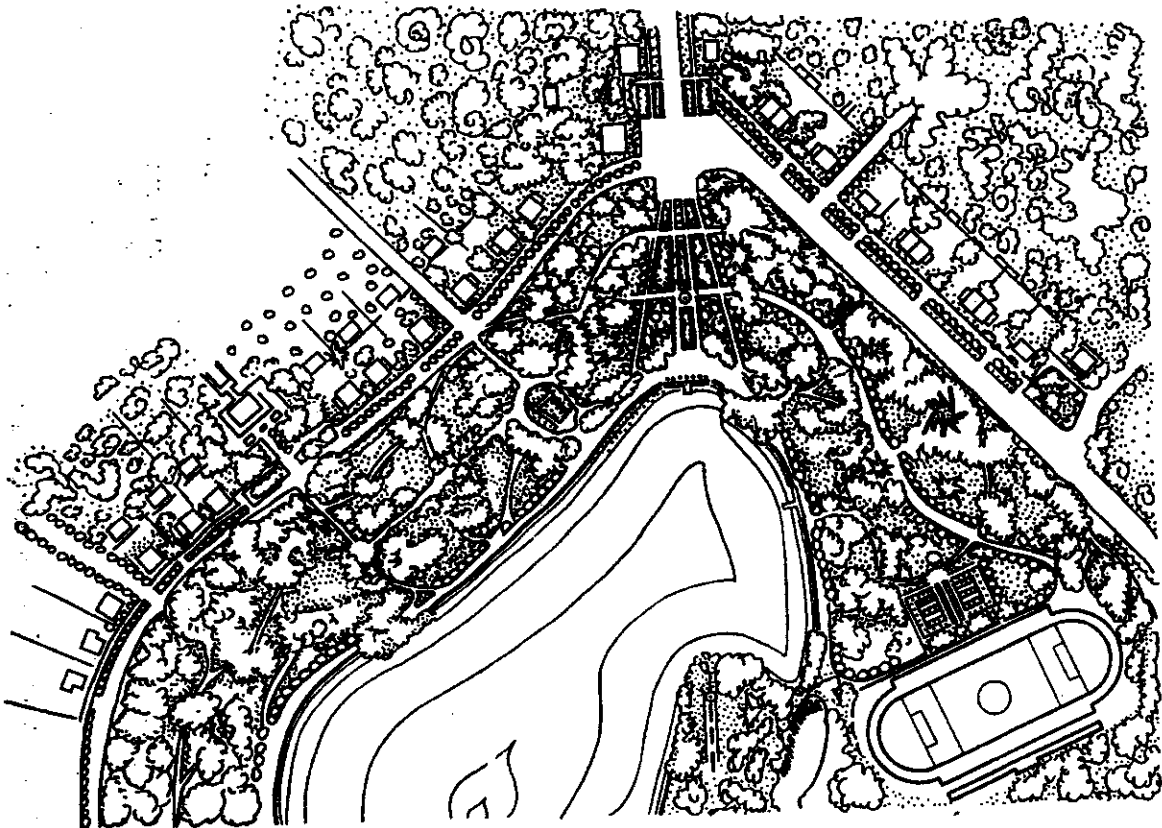


Distr. GENERALE
FSSDD/97/24
Décembre 1997
Original: FRANCAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**DIVISION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**ETUDE PORTANT SUR LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT
DURABLE DES ETABLISSEMENTS RURAUX EN VUE DE
FREINER L'EXODE RURAL ET MULTIPLIER LES
EMPLOIS DANS LES ZONES RURALES APPAUVRIES**



SOMMAIRE

I. INTRODUCTION

II. SITUATION DES ETABLISSEMENTS RURAUX

2.1 Evolution des Etablissements ruraux

- a. Les facteurs de changement**
- b. La nouvelle dynamique des établissements ruraux**

2.2 Politiques gouvernementales alternatives

- a. Politique de structuration de l'espace rural**
- b. La création volontaire de nouveaux pôles de croissance ruraux**

III. VERS UNE REDUCTION DU FLUX MIGRATOIRE RURAL-URBAIN

IV. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS RURAUX

4.1 Impact de l'agriculture sur l'environnement

4.2 Impact de l'élevage sur l'environnement

4.3 Gestion des ressources forestières et environnement

V. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI EN MILIEU RURAL

5.1 Sous-emploi rural

5.2 Promotion des activités agricoles

5.3 Promotion des activités non agricoles

VI. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN MILIEU RURAL

6.1 Eau

6.2 Electrification

6.3 Transports et communications

6.4 Santé

6.5 Education

VII. AMENAGEMENT REGIONAL, GESTION ET DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS RURAUX

7.1 Les considérations régionales en matière de politique d'aménagement des territoires ruraux

7.2 L'approche intégrée de la planification rurale

7.3 Les stratégies de développement des établissements ruraux

- 7.4 Décentralisation et Déconcentration
- 7.5 Les contraintes physiques et topographiques

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- 8.1 Au niveau national
 - a) Planification durable de l'utilisation des terres
 - b) Gestion durable des terres
 - c) Développement des ressources humaines et des capacités en milieu rural
- 8.2 Au niveau international

BIBLIOGRAPHIE

I. INTRODUCTION

J. Hardoy et D. Satterthwaite, dans "Environmental Problems in Third World cities", London, Earthscan, 1992, affirment que la définition des établissements humains durables doit être telle qu'elle englobe: la diminution de l'utilisation des ressources non renouvelables; l'utilisation durable des ressources renouvelables; rester dans les limites d'absorption des déchets aux niveaux local et global; et la satisfaction des besoins sociaux de base. La définition à laquelle on se réfère souvent en parlant de développement durable reste celle de la Commission Brundtland qui souligne: "la satisfaction des besoins actuels sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins".

Bien que la population rurale croisse à un taux inférieur à la moitié du taux de croissance de la population urbaine, la population vivant dans les établissements ruraux est aujourd'hui plus nombreuse que celle qui vit dans les zones urbaines. Les inégalités entre les villes et les campagnes résultent essentiellement de l'inégalité entre les possibilités d'investissement et de revenus et du fait que l'interdépendance économique entre zones urbaines et zones rurales n'ait pas toujours prise en compte.

L'insuffisance des infrastructures et des services ainsi que l'utilisation de technologie inappropriée contribuent à la dégradation de l'environnement rural. Le manque d'emplois en milieu rural qui s'y ajoute accroît la migration rural-urbain et la perte des capacités humaines dans les communautés rurales.

La plupart des pays n'ont pas mis en place un instrument de planification spatiale approprié permettant concrètement à une transformation des zones rurales de s'opérer grâce à une série d'améliorations quantitatives et qualitatives en ce qui concerne l'accès à la terre, à l'eau, à l'énergie et aux ressources naturelles, ou le développement des activités rurales non agricoles et l'accès au marché et aux services. L'aménagement des villages n'est pas conçu de façon à favoriser la rotation des cultures et le remembrement des exploitations fragmentées et dispersées, qui permettraient pourtant d'améliorer la productivité et les résultats sur le plan de la gestion.

La Conférence Internationale sur la population et la développement (1994), la Seconde conférence des Nations Unies sur les établissements humains (1996) et le Sommet mondial sur l'alimentation (1996) ont lancé un appel aux pays qui ont des problèmes de répartition de population pour qu'ils prennent des actions en vue d'éliminer les conséquences indésirables du phénomène migratoire rural-urbain. Elles suggéraient un développement régional équilibré en

matière de location des industries et de répartition des services sociaux, la création et le renforcement de réseaux de villes petites et moyennes et d'orienter le développement rural en vue d'accroître les revenus des populations rurales.

La réunion ministérielle régionale africaine pour la préparation d'Habitat II, tenue à Johannesburg en 1995 avait adopté une Déclaration de position commune africaine pour la Conférence, dans laquelle un accent particulier avait été mis sur: "...le besoin prioritaire d'un développement équilibré des zones urbaine et rurale; ...que les politiques en matière d'établissements humains en Afrique prennent en compte de manière simultanée les besoins des zones urbaine et rurale; rendre attractives les zones rurales en fournissant des infrastructures, des emplois et des services, en vue de réduire le flux migratoire..."

Les chefs d'Etats Africains réunis au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine en Juillet 1985 avait retenu la Transformation du secteur rural comme domaine fondamental du programme de redressement économique de l'Afrique 1986-1991. Ce programme définit les grands axes d'orientation pour sortir l'Afrique du marasme économique dans lequel elle se trouve.

L'un des aspects de ce programme, concerne la planification des établissements humains ruraux en vue d'une exploitation rationnelle des ressources disponibles en milieu rural. Si l'on sait que près de 75 % de la population africaine est rurale, on peut bien comprendre que l'accent ait été mis dans la transformation rurale pour l'amorce d'un développement endogène.

Certes, beaucoup d'efforts ont été faits par les pays africains en matière de développement rural, mais ces efforts ont été pour la plupart du temps orientés vers la production de cultures industrielles destinées à l'exportation. Etant donné la nature des problèmes que connaissent les pays africains : population croissante, développement industriel limité, ressources financières faibles, il leur faudra parvenir à l'autosuffisance alimentaire en comptant sur l'agriculture, dont la production devra pourvoir aux besoins alimentaires de la population toute entière.

L'évaluation à mi-parcours du programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique présentée à la quatorzième réunion de la conférence des ministres de la CEA en avril 1988 a révélé que les gouvernements Africains avaient encouragé le développement de leurs campagnes. Il est certain qu'en l'absence d'un

apport substantiel des pouvoirs publics sous forme de ressources et d'appui institutionnel, on ne peut guère s'attendre à ce que s'opèrent des changements constructifs. D'ailleurs, il est absurde de parler de développements rural à propos d'un pays où n'existe pas la volonté politique d'effectuer les réformes agraires indispensables et de fournir le soutien et l'aide nécessaire par le biais des institutions.

L'objectif de cette étude est entre autres de: i) sensibiliser les décideurs politiques dans les Etats membres sur l'urgence d'adopter des politiques de développement dont le but serait de réduire les disparités régionales, le flux migratoire des ruraux vers les centres urbains et le sous-emploi en milieu rural; ii) préconiser des politiques de développement des établissements ruraux aux Etats membres; iii) assister les Etats membres dans la formulation de politique de développement durable des établissements ruraux et; iv) identifier et promouvoir les meilleures pratiques en matière de planification de développement des établissements ruraux.

Cette étude est structurée autour des chapitres suivants : Situation des établissements ruraux; Vers une réduction du flux migratoire rural-urbain; Environnement et développement durable des établissements ruraux; Perspectives de développement de l'emploi en milieu rural; Développement des infrastructures en milieu rural; Aménagement régional, gestion et développement durable des établissements ruraux; Conclusions et recommandations.

II. SITUATION DES ETABLISSEMENTS RURAUX

Les stratégies rurales traditionnelles en matière d'établissement humain présentent des traits communs dans toute l'Afrique, en particulier à l'intérieur d'une même zone écologique.

Entre la zone du Sahel, uniquement pastorale, et les civilisations agricoles de la zone soudanienne on a affaire à des écosystèmes qui ont donné naissance à des stratégies spécifiques d'occupation de l'espace, fortement marquée par des contraintes historiques. La civilisation agro-pastorale qui s'y est développée a été marquée par une tradition commerciale liée à sa situation géographique et à la présence de grands fleuves (Sénégal, Niger, le Nile et le Lac Tchad). Les échanges commerciaux dominants Nord-Sud ont utilisé largement ces voies de navigation.

Dans leurs stratégies de l'occupation de l'espace, les paysans conciliaient la préoccupation de leur sécurité physique et celle alimentaire. Ceci se traduisait par un fort regroupement des populations à deux niveaux : régional, par la constitution d'une aire densément peuplée où les

villages étaient assez proches pour se soutenir; au niveau du village par un habitat concentré en des sites favorables à la défense, entraînant une disposition en grandes auréoles concentriques au terroir cultivé.

A cette stratégie spatiale fortement marquée par l'aspect sécurité a succédé depuis quelques décennies, au niveau régional et villageois une occupation s'étendant à de vastes terres. Villages et hameaux se sont multipliés, l'augmentation du cheptel étant difficile à concilier avec l'organisation de l'habitat et de l'espace cultivé. Une nouvelle stratégie de desserrement a donc succédé à une stratégie de concentration.

L'Afrique soudanienne tire son homogénéité de contraintes écologiques communes et d'un héritage historique largement comparable. Au plan des contraintes écologiques, on relèvera l'irrégularité des pluies, dans leur répartition et dans leur quantité globale et la nécessité du défrichement d'un couvert de forêt sèche.

L'organisation spatiale se transcrit le plus souvent par un habitat dispersé, chaque famille s'établissant sur ses terres et formant avec les familles voisines une sorte de nébuleuse n'ayant aucun centre de gravité social, économique ou administratif. Cependant, la volonté politique de contrôle de l'espace s'est souvent traduite chez les sociétés politiquement structurées, par un expansionnisme que l'organisation hiérarchisée et la force militaire ont rendu synonyme de peuplement étalé, de densités modestes, de mobilité associée à un réseau cohérent de villages agglomérés.

La stratégie d'occupation de l'espace chez les peuples de forêt en Afrique varie d'un groupe ethnique à un autre. Par exemple, cette stratégie est assez spécifique chez les Baoulé de la Côte d'Ivoire comparés aux Ngbaka du Sud de la République Centrafricaine ou aux Zandé de la forêt dans le Nord du Zaïre.

D'une manière générale l'occupation et la mise en valeur de l'espace chez les peuples de forêt s'effectue selon une stratégie de contrôle foncier. Cette occupation se fait d'abord au niveau des interstices forestières; ensuite un front pionnier de culture arbustive se constitue tout autour du territoire ethnique. L'occupation prend la forme d'une progression linéaire; on fait en sorte que chacun puisse installer ses plantations au bord de la piste qui relie les différents hameaux.

Quelque soit la zone écologique considérée, nous constatons que les caractéristiques physiques (climat, hydrologie, pédologie, etc...) influent sur la localisation et l'organisation des établissements ruraux ainsi que sur la nature et la qualité des matériaux utilisés. C'est dire qu'une modification sensible des conditions d'équilibre du milieu peut conduire à des changements très importants dans les établissements ruraux. Les stratégies traditionnelles ont demandé une grande faculté d'adaptation aux contraintes du milieu écologique.

Qu'elles aient pour effet la dispersion ou la concentration dans l'espace de leurs établissements, les stratégies traditionnelles sont souvent dictées par la recherche constante de la sécurité physique et alimentaire.

2.1 Evolution des établissements ruraux

2.1.1 Les facteurs de changement

L'habitat, comme toutes les autres productions humaines, subit une mutation constante pour s'adapter aux nouvelles conditions sociales et naturelles. Les principaux facteurs qui sont à la base de ce changement sont d'ordre socio-culturel, historique, économique et physique. Parmi ces facteurs, ceux liés à la modification de l'environnement physique, comme la sécheresse et la désertification, et ceux liés à l'introduction d'une structure administrative ont été les plus déterminants.

La sécheresse et la désertification ont affecté les populations rurales en les obligeant à se réadapter à leur nouvel environnement et parfois à migrer vers les villes. L'occupation de l'espace s'en est fait évidemment sentir.

2.1.2 La nouvelle dynamique des établissements ruraux

Les modifications de l'environnement socio-politique et la monétarisation croissante de l'économie entraînent les communautés rurales, à transformer leurs établissements en intervenant sur leurs caractéristiques et sur leur mode d'insertion dans l'espace national. Désormais, les établissements ruraux évoluent en relation avec le context socio-économique auquel ils se trouvent confrontés; leur dynamique se trouve donc reliée au degré d'ouverture économique et culturelle des zones concernées.

An niveau régional c'est l'attrait des routes qui inspire les changements de sites; au niveau local, on assiste parfois à une expansion linéaire des établissements le long des routes d'accès, entraînant l'éparpillement des concessions de familles étendues et le desserrement de la trame villageoise.

Cependant, l'histoire ancienne et récente des communautés rurales prouve leur capacité d'initiative et de résistance à l'imposition de modèles extérieurs, ainsi que leur aptitude à jouer un rôle actif dans le cadre des stratégies qui leur sont propres, en relation avec les options et les possibilités de développement qui leur sont offertes.

2.2 Politiques gouvernementales alternatives

En dehors de toute intervention spécifique des Etats, les établissements ruraux se transforment en fonction de l'évolution de leur environnement socio-culturel et économique. Cependant les gouvernements sont amenés à intervenir de plus en plus activement dans ce processus soit pour structurer les zones occupées en assurant une répartition optimale des équipements et des services publics, soit pour organiser le déplacement des populations rurales dans le cadre d'opérations de mise en valeur de "terres neuves" ou de création de barrages impliquant le transfert des populations.

2.2.1 La politique de structuration de l'espace rural

De plus en plus les gouvernements ressentent le besoin de s'appuyer sur des structures locales de programmation, de financement et de réalisation des équipements collectifs. L'effort à fournir est en effet gigantesque : dans chaque Etat, les communautés villageoises aspirent à bénéficier d'une eau potable, de services de santé, d'écoles, d'équipements commerciaux, de meilleures pistes d'accès, de centres administratifs, de tout ce qui peut contribuer au bien être des populations.

Devant l'ampleur des besoins et la faiblesse des ressources disponibles, les gouvernements cherchent tout naturellement à faire profiter le maximum de ruraux des investissements consentis en localisant ceux-ci au sein de "communautés rurales" comme c'est le cas au Sénégal, ou de "pays ruraux" en Côte d'Ivoire, comprenant plusieurs villages en fonction de divers critères tels que les affinités ethniques, la proximité géographique, la densité de population de chaque zone etc....

Cette forme de politique de structuration n'est pas nouvelle. En effet, dans toute l'Afrique, les administrations coloniales puis celles des nouveaux Etats ont poursuivi une politique de lutte contre la dispersion des établissements ruraux, pour des raisons de contrôle politique et de mise à disposition des services publics.

Cette politique présente elle même deux niveaux selon qu'il s'agit d'intégrer dans une seule entité des établissements dispersés ou bien de procéder au regroupement de plusieurs villages existants mais dont la population est jugée insuffisante pour justifier et rentabiliser des investissements, et pour constituer des pôles de développement.

De cette structuration, naissent des villages centres ou bourgs ruraux dont le rôle ne se limite pas uniquement à celui de simple relais des services urbains. Le type d'aménagement dont ces bourgs font l'objet doit favoriser l'organisation du développement agricole et la promotion de circuits économiques locaux dans une optique de développement et de structuration de l'espace rural.

Face au défi que représentent les disparités entre zone rurale et zone urbaine dans la plupart des pays africains, il apparaît que le rôle des centres ruraux peut être important. Certes l'ensemble de l'appareil agricole traditionnel doit évoluer et produire davantage et des actions soutenues doivent être consenties à cet effet, les centres ruraux constituant le réseau d'organisation nécessaire à ce développement.

Tout autour du centre rural peut être mise en place et rentabilisée une politique de développement agricole, bénéficiant des conditions les plus favorables pour l'évacuation des produits. En tout état de cause, dès lors qu'il existe un maillage de centres de services, l'avantage de la proximité de tels pôles pour le développement de l'agriculture et du commerce est manifeste.

Le programme d'aménagement de tels centres devrait donc revêtir un caractère intégré, comportant par exemple l'amélioration ou la création de pistes de desserte du terroir de la communauté rurale, des aménagements fonciers et hydrauliques, la mise en place de fermes d'appui aux exploitations paysannes assurant des fonctions de formation, approvisionnement, stockage, commercialisation etc...

En acquérant ainsi une assise économique réelle, stimulée par l'accroissement des revenus et des productions, le centre rural verra le volume de ses activités s'accroître et leur nature se diversifier, modifiant ainsi progressivement la structure de la population active en offrant certains emplois dans le secteur secondaire (artisanat, petites fabriques, etc...), et en partie dans le secteur tertiaire .

2.2.2 La création volontaire de nouveaux pôles de croissance ruraux

En marge de l'évolution naturelle des établissements ruraux, certaines opérations donnent lieu au déplacement et à la création d'établissements ruraux dans le cadre des stratégies de développement des Etats. De telles opérations, qui sont complexes dans leur nature et dans leur mise en oeuvre, ont tendance à se multiplier dans le cadre des politiques visant à une mise en valeur rationnelle d'espaces peu ou pas peuplés.

Bien que chacune de ces opérations constitue un cas particulier d'intervention spécifique, il est possible de dresser une typologie sommaire de ces opérations en fonction de leur nature. C'est ainsi qu'on distinguera trois types d'opérations de déplacement ou de création organisée d'établissements ruraux à savoir : (i) la création de retenues de barrages hydro-électriques; (ii) l'implantation de périmètre agro-industriels; et (iii) la colonisation de terres neuves.

Dans de nombreux pays africains, l'auto-suffisance alimentaire n'est pas assurée bien que 75% de la population soit encore rurale. Pour faire face à ce problème angoissant, des actions d'incitation au développement rural ont été entreprises. Ces opérations réalisées dans des zones généralement peu peuplées demandent une force de travail importante et entraînent des transferts de population.

L'Afrique offre de nombreux exemples de création de nouveaux établissements ruraux pris en charge par des sociétés ou organismes créés par l'Etat pour la mise en valeur des espaces jusqu'ici inoccupés ou insuffisamment occupés pour des raisons historiques ou géographiques : office du Niger (Mali), société des Terres Neuves (Sénégal), Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud Ouest (Côte d'Ivoire) etc....

Cette mise en valeur est souvent liée à un objectif de desserrement spatial dans des zones surpeuplées : le bassin arachidier dans le cas du Sénégal, le plateau Mossi dans celui des vallées des Volta, les Monts Mandara dans celui des plaines du Nord Cameroun.

L'organisation de la migration est une opération complexe qui porte généralement sur les éléments suivants :

- (i) Les études d'aménagement (topographiques, sociologiques, pédologiques, hydrogéologiques) dont les résultats permettent d'élaborer un plan directeur d'aménagement : emplacement des villages, territoires de culture, tracé des routes et des pistes, localisation des équipements collectifs, etc...;
- (ii) Les infrastructures collectives : pistes, fourniture d'eau, magasins, école, infirmerie, logements des encadrateurs, etc...;
- (iii) La migration elle-même : information dans les zones surpeuplées, recrutement et transfert des migrants, construction de l'habitat, éventuellement fourniture de vivres jusqu'à la première récolte;
- (iv) La mise en place des exploitations : infrastructures de mise en valeur agricole, moyen de production (animaux et matériel).

Toute opération de migration provoquée ou organisée a des incidences sur les comportements et les stratégies des populations concernées; ces populations subissent une transformation brutale de leur environnement mettant en cause les fondements de l'équilibre socio-économique antérieur de leurs communautés.

III. VERS UNE REDUCTION DU FLUX MIGRATOIRE RURAL-URBAIN

Le phénomène migratoire vers les centres urbains se manifeste par l'installation permanente de migrants dans les zones urbaines, provoquant un dépeuplement des zones rurales. La migration vers les villes est l'une des causes de l'accroissement de la population urbaine en Afrique qui a presque doublé entre 1960 et 1990. Les données pour 1992-1993 de l'Institut mondial sur les ressources indiquent qu'en l'an 2000, il y aura 89 villes en Afrique ayant plus de 500.000 habitants et 54 villes (contre 24 en 1960) ayant plus d'un million d'habitants.

Les déplacements et la migration des populations dus à divers facteurs tels que l'inadéquation des politiques d'aménagement des espaces, la mauvaise gestion des ressources agricoles, l'exploitation inefficace des sols, la sécheresse, la désertification et les conflits armés

dans un certain nombre de pays, ont accéléré le dépeuplement des campagnes et la migration vers les villes.

Comme les recherches le montrent, les migrants proviennent de la population rurale active et de la frange la mieux éduquée donc ceux qui ont été à l'école et qui, pour une raison ou une autre n'ont pas pu continuer leurs études.

L'Enquête Migration et Urbanisation au Sénégal (1993) révèle que la migration s'est intensifiée au Sénégal comme du reste dans la plupart des pays africains. La proportion de migrants durée de vie, qui était stable entre 1976 et 1988 (17 p. 100) atteint plus de 21 p. 100 en 1993.

L'analyse des intensités migratoires entre régions administratives au Sénégal montre l'effet du développement économique de la région de Dakar, principal pôle d'attraction migratoire au niveau national. La hiérarchie urbaine semble être positivement associée au degré d'attraction migratoire: plus la ville est importantes plus elle attire et retient les migrants. Cependant, les migrations internes n'entraînent pas un grand déséquilibre de croissance entre les milieux. Les taux de migration nette varient peu entre milieux (de +0,5 p. 100 à -0,6 p. 100) et leur ampleur reste bien inférieure à la croissance naturelle (2,8 p. 100).

Les flux migratoires internes au Sénégal sont relativement équilibrés selon le sexe. Les taux de migration nette donnent les mêmes tendances pour les hommes et pour les femmes entre régions.

L'effet de la migration interne est moins important sur la croissance globale des villes que sur la composition de la population de ces villes. Du fait d'une migration interne différenciée selon le sexe et l'âge, on assiste, en milieu urbain au Sénégal, au rajeunissement de la population masculine, en même temps qu'à la féminisation des plus de 30 ans. Inversement en milieu rural, la population masculine vieillit du fait des mouvements internes.

Tableau 1: Taux annuel de migration nette interne par milieu et par sexe
en p. 100 (1988-1992)) Population de 15 ans et plus

Taux de migration nette interne	Dakar	Villes principales	Villes secondaires	Milieu rural
Hommes	+0,57	+0,43	-0,81	-0,31
Femmes	+0,43	+0,30	-0,42	-0,21
Ensemble	+0,50	+0,36	-0,60	-0,25

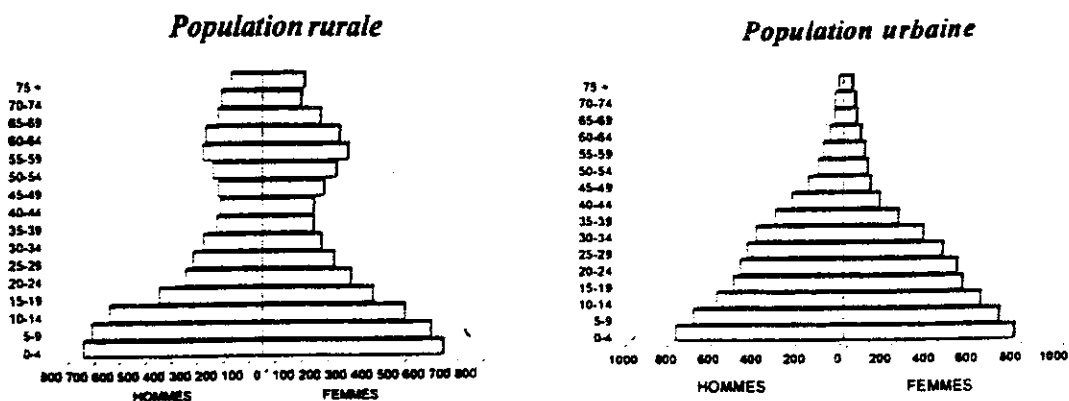
Sources: Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest - Enquêtes migrations et urbanisation au Sénégal (EMUS - 1993). Mai 1997

Selon l'enquête Ivoirienne sur les migrations et l'Urbanisation (1993), en Côte d'Ivoire, sur les 274106 migrations d'origine rurale recensées en 1992, 117614 soit 42,9 p. 100 sont allées vers la ville d'Abidjan, faisant d'elle, le plus grand pôle d'attraction des ruraux. Les villes secondaires accueillent plus de migrants en provenance du milieu rural (33,7 p. 100) que les villes principales (23,4 p. 100).

Le niveau de développement rural de la Côte d'Ivoire fait que, contrairement à beaucoup de pays africains, dans les échanges entre le milieu urbain et le milieu rural, il ressort qu'il y a plus de migrations du milieu urbain vers le milieu rural que dans le sens inverse. La zone rurale représente 20,7 p. 100 des origines et 34,9 p. 100 des destinations.

Les politiques et programmes pour un développement durable des établissements ruraux doivent mettre l'accent, entre autre sur le phénomène migratoire rural-urbain. Les populations rurales jouent un rôle très important dans l'accès à la sécurité alimentaire et dans la réalisation de l'équilibre social et environnemental et contribuent ainsi, à la protection de la biodiversité et des écosystèmes fragiles.

Structure des populations rurale et urbaine en 1993



Un monde rural fragilisé par l'exode

Le vieillissement du monde rural et sa féminisation sont vécus avec angoisse par ceux qui n'ont pas d'autre issue que de rester au village. Comment exploiter une plantation ou un champ de cultures vivrières, quand on est vieux ou femme, qu'on ne possède que des outils rudimentaires et qu'on n'a pas la possibilité de payer (ou même de trouver) une main-d'oeuvre agricole ? Les vieux s'inquiètent de voir leur plantation déperir et leur village se dépeupler au risque de disparaître un jour. Les femmes se retrouvant seules avec de jeunes enfants, se sentent accablées par les épreuves physiques des travaux agricoles, qui s'ajoutent aux corvées domestiques et "maternelles", et doivent renoncer à étendre leurs cultures vivrières lorsqu'il n'y a personne pour les aider à défricher.

Le même phénomène se fait sentir dans les centres urbains secondaires où les familles les plus pauvres sont souvent composées d'un ou deux vieux parents, de leurs filles sans mari mais avec des enfants, ou encore de leurs petits-enfants dont les parents résident ailleurs. Un problème qui mériterait d'être mieux connu est celui des conditions de vie de ces enfants lorsqu'ils sont confiés à des vieux vivant seuls, souvent malades, qui attendent l'envoi d'un colis du fils ou de la fille resté à Libreville, ou des produits vivriers d'autres parents du village. Le thème de « l'enfant seul avec ses vieux » est apparu fréquemment dans les rédactions d'élèves à qui il était demandé de décrire des familles ou des enfants pauvres, et qui ont parfois raconté leur vie personnelle.

Un autre phénomène, apparu au cours de l'enquête participative sur la pauvreté, et qu'il faudrait également quantifier, est celui du retour au village d'une partie de la famille, la mère et les jeunes enfants, lorsque le père se trouve en chômage à Libreville, de manière à assurer au moins leur alimentation en se remettant à faire des cultures vivrières.

Source: EPP, juin 1995

Une population rurale en voie de vieillissement et de féminisation. Le phénomène de migration massive des jeunes générations a entraîné un vieillissement excessif et une féminisation de la population rurale. Près de 43% de la population rurale a moins de 18 ans contre 48% en milieu urbain. Autre conséquence, on ne compte que 91 hommes pour 100 femmes en milieu rural alors que le taux de masculinité du milieu urbain est de 99,5%. Malgré cette tendance au vieillissement, la pyramide de la population rurale montre une forte proportion d'enfants de moins de 10 ans (voir graphique ci-dessus). Ceci pourrait être le signe du dynamisme fécond de la population rurale.

Source: Banque Mondiale- République Gabonaise: La Pauvreté dans une Economie de Rente, vol. II Rapport Principal, Mars 1997.

Pour promouvoir le développement durable des établissements ruraux et réduire le flux migratoire rural-urbain, il est nécessaire de:

- améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales et les villes moyennes;
- mettre en place un très bon système d'utilisation et de gestion des terres intégrant les transports et les communications;
- promouvoir un accès égal aux services et aux équipements;
- encourager la diversification agricole;
- fournir des infrastructures, des services et stimuler les investissements en milieu rural;
- promouvoir l'éducation et la formation et faciliter l'accès à l'emploi et à l'utilisation des technologies appropriées.

IV. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS RURAUX

L'environnement rural en Afrique se caractérise par une dégradation des ressources naturelles qui se manifeste par: la réduction de l'espace agricole, la perte de fertilité et l'érosion des sols, la réduction du couvert végétal, la disparition de nombreuses espèces végétales et animales, la sécheresse et la désertification. A cela s'ajoute d'autre facteurs: une répartition inégale de la population, la destruction des modes de gestion traditionnels et une paupérisation croissante des populations rurales.

L'examen de la situation des établissements humains ruraux a permis de constater par exemple l'ampleur du phénomène de déforestation dans la presque totalité des pays africains. Ce phénomène qui a une dimension planétaire est évidemment lourd de conséquences surtout pour les pays Africains pauvres et en but à d'autres calamités naturelles. Les statistiques du programme des Nations Unies pour l'Environnement montrent qu'à l'échelle mondiale, la forêt tropicale disparaît au rythme de 7,3 millions d'hectares par an, ce qui représente une superficie

supérieure à celle de plusieurs pays de la région. Ces écosystèmes détruits sont rarement récupérés par l'agriculture à cause de l'ampleur des phénomènes d'érosion qui accentuent la dégradation des sols.

Les données d'études et de recherches disponibles permettent de mesurer l'ampleur de la dégradation des ressources naturelles et la détérioration de l'environnement au Sénégal (CONSERE: Plan National d'Action pour l'Environnement, Juillet 1997):

- Les forêts naturelles qui, en 1980 représentaient 8,1 millions d'hectares (sur un total de 11 millions d'Ha de ressources forestières) ne constituent plus que 7,5 millions d'ha en 1990, soit une disparition de 7,4 p. 100 des ressources végétales en dix ans;
- au cours de la même période, les ressources ligneuses ont accusé une baisse moyenne annuelle d'environ 2 millions de m³;
- les sols se dégradent continuellement sous l'effet conjugué des facteurs climatiques, de la diminution de la couverture forestière et de l'utilisation inappropriée de fertilisants, ce qui engendre une chute des rendements agricoles;
- la dégradation des ressources en eau (liée à l'intrusion marine et à la pollution des eaux souterraines par l'infiltration des eaux de ruissellement drainant des pesticides et des germes pathogènes divers) atteint des degrés préoccupants;
- les ressources halieutiques sont menacées du fait notamment de la pêche industrielle maritime, mais aussi de la sécheresse qui a contribué à réduire sensiblement les captures au niveau du plateau continental;
- la production agricole par habitant se réduit sans cesse sous l'effet de la dégradation générale de l'environnement productif;
- le cadre de vie s'est considérablement dégradé à cause de l'absence de systèmes efficaces de gestion des déchets urbains industriels. A cela s'ajoute la faiblesse du taux de raccordement à l'égout et la vétusté des infrastructures.

Cet exemple du Sénégal peut être étendu à la plupart des pays africains, surtout ceux qui se situent dans la même zone éco-géographique. Au delà de certaines nuances mineures les problèmes environnementaux en Afrique présentent les mêmes caractéristiques.

Les politiques et stratégies de développement économique dans le cadre d'un développement durable doivent intégrer dans leur mise en oeuvre les facteurs sociaux et environnementaux. La prise en compte de ces facteurs se traduit par une amélioration des revenus des populations surtout les plus démunies et une utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Le développement durable suppose une exploitation des ressources naturelles qui couvre les besoins des populations tout en préservant, voire en améliorant le potentiel des systèmes de production et la base des ressources pour permettre la satisfaction des besoins des générations futures. Il s'agit d'abord de restaurer le potentiel de production pour pallier à la rupture de l'équilibre écologique des écosystèmes dans la plupart des pays de la région. Il faudra ensuite établir une adéquation entre la demande et l'offre de produits naturels. L'objectif est de parvenir à satisfaire la demande intérieure par une gestion des ressources naturelles qui préserve le potentiel de production.

En plus de la production agricole, l'élevage, la foresterie et la pêche continentale sont tributaires de la qualité des ressources naturelles. Ces ressources sont gravement affectées ou menacées par des phénomènes divers (dégradation des sols et de la végétation; régression, voire extinction de la faune, réduction de l'écoulement des eaux de surface, abaissement des nappes, salinisation des eaux et des sols, etc...).

La préservation de l'environnement et la gestion planifiée de l'exploitation des ressources naturelles comportent également une dimension économique et sociale que traduit le développement durable. En milieu rural, les approches sectorielles ont prédominé et la gestion des ressources naturelles était considérée sans la dimension démographique et l'aménagement du territoire.

Aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, la croissance économique dépend, pour une large part, de l'état des ressources de l'environnement qui constituent les éléments essentiels du développement durable. L'analyse de l'impact de l'agriculture, de l'élevage et de

l'exploitation forestière sur l'environnement permettra de mieux appréhender l'importance des facteurs environnementaux sur le développement durable des établissements ruraux.

1. L'impact de l'agriculture sur l'environnement

L'organisation du potentiel de production agricole obéit à des considérations d'ordre économique et stratégique qui visent à promouvoir la diversification des cultures et la réduction de la dépendance alimentaire. Les problèmes environnementaux liés aux activités du secteur agricole sont complexes. Les contraintes majeures à résoudre sont les suivantes:

- la pression démographique entraîne un accroissement de la demande foncière ainsi que la réduction des terres agricoles et des parcours pastoraux disponibles;
- le recours aux défrichements agricoles et la réduction des temps de jachère;
- la dégradation des sols par suite d'épuisement, d'érosion, de salinisation et d'acidification;
- la gestion de l'eau.

Du point de vue environnemental, la principale opportunité réside dans le fait que l'option en faveur de l'intensification permet d'envisager une certaine économie dans l'utilisation des ressources foncières. A cet effet, l'accélération de la diffusion des techniques d'intensification doit revêtir un caractère prioritaire de même que la généralisation des moyens de production à technologie adaptée aux écosystèmes productifs.

Les actions prioritaires sont les suivantes:

- évaluation de l'impact des systèmes de production agricole;
- élaboration de stratégies pour une meilleure intégration de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles;
- encadrement efficient des agriculteurs;
- promotion de pratiques de gestion durable (assolements, rotations, jachère, utilisation rationnelle des intrants et des produits phytosanitaires, etc...).

2. Impact de l'élevage sur l'environnement

Le mode extensif domine encore largement la pratique du pastoralisme. Cela impose d'accorder une attention particulière aux facteurs environnementaux qui peuvent exercer un impact négatif sur la productivité des systèmes de production d'élevage. L'élevage connaît un certain nombre de difficultés qui entraînent des répercussions négatives sur les milieux naturels. On constate un peu partout en Afrique qu'au plan écologique, la gestion rationnelle des parcours est encore loin d'être assurée. Du point de vue socio-économique, la valorisation des produits de l'élevage et la limitation des importations des produits d'origine animale demeurent encore des objectifs à atteindre.

Le pastoralisme induit des effets négatifs sur l'environnement dans la mesure où il est à l'origine de la dégradation des parcours sur lesquels il se pratique:

- les densités animales très élevées conduisent à un épuisement rapide des pâturages dans la zone sahélienne. Il s'ensuit une dénudation des sols qui renforce les risques de stérilisation des parcours;
- l'émondage intempestif des ligneux pour l'affouragement du bétail en saison sèche (dans les régions sahélienne surtout) constitue un facteur d'appauvrissement de la biodiversité;
- le piétinement du sol par les animaux favorise l'érosion éolienne surtout aux abords des forages pastoraux.

La relation entre les ressources disponibles et la pression d'exploitation explique les impacts négatifs de l'élevage bien qu'elle contribue par ailleurs au maintien de certains équilibres naturels.

Il s'avère nécessaire de mener des actions pour asseoir les bases d'une gestion durable des ressources pastorales et d'une valorisation des potentialités naturelles. Cela passe par:

- la décentralisation de la gestion des ressources naturelles au niveau des terroirs pastoraux;
- la responsabilisation des organisations pastorales locales;
- la mise en oeuvre d'approches intégrées et concertées de gestion des ressources naturelles.



Source: CNUEH (Habitat) - © Jackie Curtis -
L'Abattage des arbres pour le bois de chauffe est la cause essentiellement du déboisement.

3. Gestion des ressources forestières et environnement

La dimension environnementale, même si elle n'est pas toujours prise en compte dans les divers programmes de gestion forestière, a existé de façon implicite, l'environnement étant souvent assimilé à la nature. Dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes nationaux d'action pour l'environnement, la stratégie en matière d'exploitation forestière doit comporter les objectifs suivants:

- réduire la déforestation et la désertification;
- restaurer les forêts et formations dégradées;
- consolider et développer les zones d'équilibre pour la satisfaction des besoins des populations.

La réalisation de ces objectifs doit s'articuler autour des actions suivantes:

- formation, éducation et sensibilisation sur l'environnement;
- protection des forêts, par la lutte contre les feux de brousse;
- promotion des énergies alternatives;
- protection des sols;
- amélioration des connaissances sur les ressources naturelles, leur stock et leur dynamique.

V. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

Dans une étude intitulée: "Programme National de lutte contre la Pauvreté : Stratégies et Eléments de Programme d'Actions, Avril 1997" et réalisée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal, il est dit que la pauvreté en milieu rural est souvent synonyme de faible revenu monétaire, de faible niveau de l'autoconsommation, de difficultés d'accès au crédit et de faible couverture des services sociaux. Les difficultés d'accès

au crédit rural et le manque d'encadrement réduisent les paysans à des formes de production de subsistance qui ne permettent pas de dégager le surplus nécessaire pour l'accumulation locale.

D'une manière générale, le redressement de la pauvreté passe par la mise en place d'une bonne politique macro-économique dont le but est la création d'emploi, l'accès égale aux opportunités économiques, à l'éducation et à la formation et à l'amélioration des conditions de vie des populations par l'accès aux services sociaux de base.

Le sous emploi constitue une contrainte majeure pour le développement des établissements humains en milieu rural. Au Sénégal, le revenu annuel moyen par ménage en milieu rural est 3,5 fois inférieur à celui enregistré en milieu urbain. Pour redresser la pauvreté, il est nécessaire de mettre en place une politique en vue du stimuler l'emploi productif qui générerait des revenus suffisants pour une amélioration des conditions de vie des populations et qui encouragerait la décentralisation des opportunités d'emploi.

En Afrique, à l'exception des régions minières, les revenus monétaires des populations rurales proviennent principalement des revenus de la production agricole et forestière et de l'élevage, la fluctuation de la production agricole et des prix payés aux producteurs déterminent chaque année le niveau de revenu des populations rurales. Dans les régions sahéliennes marquée par des années de sécheresse, la baisse des revenus s'est traduite par la baisse de la consommation alimentaire des ménages en milieu rural et le recours à d'autres produits de substitution parfois moins riches. Les prix payés aux producteurs des filières agricoles d'exportation ont sensiblement augmenté : pour le café, l'augmentation va de 180% en Côte d'Ivoire à 220 % au Cameroun. Pour le coton, de 10% au Cameroun à 30% en Côte d'Ivoire. Cette réévaluation des revenus agricoles a été plus importante que les hausses de salaires dans le privé comme dans le public, rééquilibrant les revenus entre zones rurales et zones urbaines.

1. Sous-emploi rural

Catherine Pravin et Mbaye Sarr dans une étude intitulée "Perspectives de développement de l'emploi local agricole et non agricole au Sénégal, 1996", ont souligné que sur l'ensemble du territoire national, les activités agricoles (agriculture, élevage, pêche, foresterie) ne permettent qu'un taux d'occupation de la population rurale de 38%. Le travail est partagé, ce qui donne globalement un faible taux d'occupation par personne active avec des différences selon

les sexes et les classes d'âge. Globalement, les femmes sont plus occupées que les hommes, les jeunes hommes sont les plus inactifs.

Pape Touty Sow dans son rapport provisoire sur l'Emploi en Milieu rural au Sénégal, 1996 souligne que le sous-emploi rural est un problème structurel. Le cycle naturel de l'hivernage et l'absence de diversification des activités apparaissent comme étant des causes essentielles du sous-emploi structurel en milieu rural. Ce sous-emploi est lié à la destruction du système économique et social traditionnel et à la restructuration lente de l'appareil économique qui a entraîné un amenuisement du revenu rural et une dégradation du niveau de l'autoconsommation traditionnelle.

Le développement de l'emploi en milieu rural passe à la fois par le développement des activités agricoles pour alimenter le marché local en produits de base et en produits transformés et des activités non agricoles.

2. Promotion des activités agricoles

Les potentialités du milieu rural n'ont pas été souvent exploitées de façon optimale. Les cultures traditionnelles continuent d'occuper pour l'essentiel les activités des populations rurales. Ces cultures sont de rente et souvent destinées à l'exportation. Les cultures destinées à l'autoconsommation pour l'amélioration de la sécurité alimentaire sont très peu développées.

Etant donnée que les cultures traditionnelles (café, cacao, arachide, coton, riz, mil, hévéa, etc...) occupent le paysan pour seulement la moitié de l'année (5 à 6 mois), il s'en suit un désœuvrement lié à l'absence d'autres activités. Cette situation a pour conséquence les migrations vers les centres urbains où les actifs ruraux espèrent monnayer leurs forces de travail. La promotion des activités agricoles est un moyen d'améliorer les revenus des populations rurales d'une part et, d'augmenter leur temps d'occupation d'autre part. Pour promouvoir les activités agricoles, il faudrait entre autre :

- intensifier et moderniser la production agricole (culture, élevage, horticulture...);
- diversifier la production : embouche, horticulture, transformation des produits halieutiques, petit commerce, agroforesterie, filière lait et transformation des produits maraîchers;

- transformer sur place la production: huile d'arachide ou de soja brute, riz paddy, coton, café, cacao, autres céréales, produits forestiers, produits laitiers, etc...;
- développer les cultures de contre saison surtout en région sahélienne.

La promotion des activités agricoles doit être sous-tendue par une politique de maîtrise de l'eau. Une politique d'hydraulique villageoise dont l'objectif est la fourniture d'eau en quantité suffisante et de manière permanente pour les besoins domestiques et les activités agricoles doit être mise en place.

3. Promotion des activités non-agricoles

La promotion des activités non-agricoles doit contribuer à augmenter le temps d'occupation des populations rurales tout en accroissant leurs revenus. Les activités non-agricoles qui pourraient occuper les populations rurales sont le commerce, la conservation et la transformation des produits agricoles, l'artisanat et le tourisme.

En milieu rural, ils habitants sont avant tout des agriculteurs, des éleveurs ou des pêcheurs. Certains pratiquent le commerce et d'autres l'artisanat. Même dans les zones d'agriculture intensive et mécanisée, les activités extra-agricoles sont importantes; par exemple, 49 p. 100 des chefs d'exploitation de la vallée du fleuve Sénégal ont d'autres activités en dehors de l'agriculture (cf "les exploitations agricoles dans la vallées du fleuve Sénégal : aspects structurels et organisationnels", SAED/DPDR/DPE; février 1996).

La faiblesse du marché en milieu rural rend difficile la relance de l'artisanat. Par contre, il existe de nombreux commerçants et artisans ruraux dans les bourgs (chefs lieux de préfecture et sous préfecture) où le marché est plus important. La constitution de pôles de croissance économique par le regroupement des villages est à cet effet à promouvoir.

Compte tenu de la faiblesse de leur chiffre d'affaires, les commerçants et artisans sont obligés de mener plusieurs activités en fonction des saisons: agriculture en hivernage, élevage pendant toute l'année et artisanat en fonction des cycles culturels.

La constitution de pôles de croissance économique à la place de l'éparpillement des villages isolés dans l'espace permet de mieux organiser les populations rurales en groupements

d'intérêt économique au niveau des femmes, des jeunes et des adultes. Ces groupements pourraient ainsi mieux organiser leurs activités, avoir accès aux marchés financiers par le biais des crédits et accroître leurs revenus. Ils pourraient également bénéficier de programmes d'investissements publics.

D'une manière générale, la promotion de l'emploi non-agricole passe par:

- Un recensement et une analyse des activités non-agricoles existant dans les communes rurales;
- un appui aux entreprises (artisanat de production et de service, petit commerce, etc...). déjà existantes dans ces localités, de façon à ce qu'elles améliorent la qualité de leurs produits, qu'elles puissent innover pour s'adapter aux besoins de leur marché, qu'elles diminuent leurs coûts de production et qu'elles améliorent leur gestion (gestion des approvisionnements en matières premières, amélioration du niveau technique, commercialisation des produits, gestion financière...).
- Un appui au développement du petit commerce en milieu rural qui pourra à la fois générer quelques emplois temporaires, améliorer la disponibilité des produits de première nécessité dans les villages et accroître les revenus des commerçants et leur temps d'occupation (op. cit Cathérine Pravin et Mbaye Sau).

VI. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN MILIEU RURAL

Les infrastructures sont abordées dans cette étude comme étant l'ensemble des équipements économiques et techniques. Elles incluent entre autres, l'eau, l'électricité, les transports et communications, la santé et l'éducation. Les transports et les communications sont essentiels pour la circulation des biens, des services et des populations pour accéder aux marchés, aux emplois, aux écoles et aux centres de santé.

Les normes d'équipements en milieu rural en Afrique diffèrent d'un pays à l'autre. Il est certain que dans les milieux arides où la vie est conditionnée par la disponibilité de l'eau, les solutions aux problèmes économiques diffèrent de celles qu'il faudrait envisager dans des milieux à importantes potentialités hydrologiques. Dans les sous-chapitres qui vont suivre, nous

tenterons de définir les normes minimales pour les différents équipements nécessaires à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

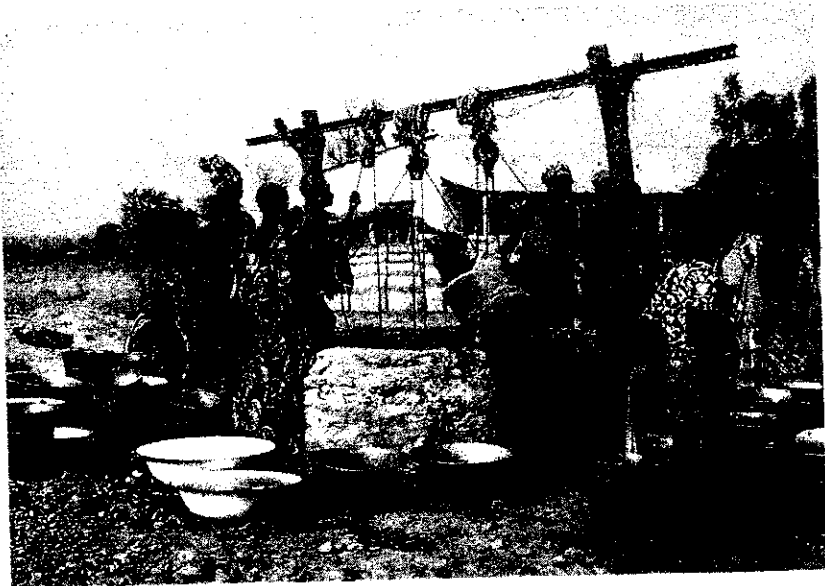
6.1 Eau

L'eau est indispensable pour la vie. Plus de 60% du poids de l'être humain est constitué par l'eau. Pour répondre à toutes les fonctions physiologiques de manière convenable, le corps humain a besoin de 2 à 10 litres d'eau par jour, ceci en fonction du climat et de la nature du travail que l'on exerce. Normalement, environ 1 litre d'eau est fourni au corps humain par les aliments que nous consommons chaque jour. Autant le corps humain peut supporter l'absence de nourriture pendant plusieurs semaines, autant il ne pourrait pas en faire de même pour l'eau après seulement quelques jours.

En plus des besoins du corps humain, l'eau est également indispensable pour les besoins domestiques tels que l'hygiène personnelle, la propreté des maisons, la cuisine etc....

La consommation totale en eau par jour est déterminée par un certain nombre de facteurs tels que la disponibilité en eau, sa qualité, son coût, la taille de la famille, les habitudes culturelles, le niveau de vie, les moyens de distribution de l'eau, le climat etc.... Selon l'organisation mondiale de la santé, la consommation en eau dans les zones rurales en Afrique varie de 15 à 35 litres par jour. Ces chiffres sont les plus faibles de toutes les régions. Par exemple dans le Sud-Est Asiatique, la consommation journalière en zone rurale est de 30 à 70 litres; en Amérique Latine et aux Caraïbes, elle est de 70 à 90 litres par jour en zone rurale; tandis que la moyenne mondiale de consommation en eau en zone rurale est d'environ 35 à 90 litres par jour.

En ce qui concerne la qualité de l'eau, la plupart des pays ont adopté les normes mises en oeuvre par l'organisation mondiale de la santé. Ces normes sont composées de critères physiques, chimiques ainsi que des aspects bactériologiques. Les caractéristiques générales d'une eau apte à la consommation devraient inclure entre autre l'absence d'organes pathogènes, de substances toxiques, de contenir un minimum d'organes matériels et minéraux, l'absence de couleur particulière, inodore etc....



Source: CNUEH (Habitat) -
L'eau en tant que besoin fondamental est loin d'être accessible par la majorité des ménages en milieux rural et urbain.

La planification de l'exploitation et la distribution des ressources en eau est d'une importance majeure dans toute politique de développement économique et social. Il faudrait d'abord faire une analyse de la situation actuelle; ensuite déterminer l'objectif à atteindre; et enfin choisir l'alternative qui permet à partir de la situation actuelle, d'atteindre l'objectif que l'on se fixe.

Le premier stade de cette planification consiste donc à analyser la situation actuelle et les perspectives d'évolution en fonction des programmes économiques en cours d'exécution ou prévus, ainsi que l'accroissement de la population, et leurs besoins en matière sanitaire. Les données nécessaires à cette analyse sont :

- détermination de la population de la zone rurale considérée;
- détermination des besoins pour l'amélioration des conditions sanitaires;
- estimation de la population future à partir de la croissance naturelle et des migrations etc....

Après l'analyse de la situation actuelle, on détermine les objectifs à court, moyen et long terme. L'objectif à court terme devait être l'augmentation de 25% au moins de la proportion des habitations rurales qui ont accès à l'eau potable dans les trois années qui suivent la mise en oeuvre du plan d'adduction d'eau. L'objectif à long terme devait par contre être le suivant : 90% de la population rurale totale doivent avoir accès à l'eau potable; toutes les agglomérations de moins de 500 habitants doivent avoir accès à l'eau potable sur une distance de moins de 500 mètres des habitations; toutes les agglomérations de plus de 2000 habitants doivent disposer d'une conduite d'adduction d'eau à laquelle chaque habitation pourrait être branchée; et d'une borne fontaine publique tous les 250m desservant les habitations qui, pour diverses raisons n'ont pas pu accéder au branchement individuel.

Le coût des investissements pour l'adduction d'une agglomération qu'elle soit rurale ou urbaine est déterminé par le coût des matériaux utilisés (ciment, gravier, fer, tuyauterie, valves, équipements mécaniques et électriques etc...) et le coût de la main d'oeuvre. Il est évident que ces coûts varient d'un pays à un autre et à l'intérieur d'un même pays, en fonction de la distance par rapport au lieu d'approvisionnement de ces matériaux. La variation des coûts dépend également des conditions physiques et topographiques du milieu considéré, de la taille de l'agglomération concernée et de la technologie appliquée.

6.2 Electricité

Pendant longtemps, l'électrification des agglomérations était spécifiquement réservée aux centres urbains pour des raisons économiques. L'électrification était réalisée dans les zones relativement peuplées, où les investissements pouvaient être attractifs. Depuis quelques années, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pour un accroissement de la production agricole est devenue une priorité dans la presque totalité des pays africains. L'électrification rurale entre dans ce cadre avec les nouvelles approches technologiques, telles que la technologie intermédiaire, appropriée, la décentralisation etc...

Dans un article publié par la revue "LIAISON" No. 30, 1996, de l'Institut de l'Energie des pays ayant en commun l'usage du Français, et intitulé "La maîtrise de l'énergie dans l'habitat hors réseau en zones rurales et péri-urbaines", Christian de Gromard et Roland Louvel soulignent que la maîtrise de l'énergie dans l'habitat hors réseau (l'ensemble des familles qui ne bénéficient pas ou seulement très marginalement des facilités apportées par les grands réseaux énergétiques modernes) se pose dans les pays en développement en des termes sensiblement différents de ceux de l'habitat moderne. Dans ce secteur, où les consommations unitaires sont faibles et le nombre de consommateurs très élevé, le problème à résoudre est moins de maîtriser les consommations que d'équiper et d'aménager énergétiquement les zones rurales et péri-urbaines.

L'habitat hors réseau représente, selon les pays, entre 50 et 75 p. cent des ménages. La FAO estime ainsi que, dans les pays en développement, plus de deux milliards de personnes utilisent chaque jour du bois de chauffe. De même qu'en Côte d'Ivoire, le plan national de l'énergie évalue à 92 p.cent la population qui a recours à la biomasse pour ses besoins énergétiques quotidiens. Une enquête réalisée en 1989 par la Direction de l'énergie du Cameroun a montré que la biomasse intervenait pour près de 65 p.cent de l'énergie totale. Au Niger 85 p.cent de la consommation annuelle en énergie sont constituées de biomasse.

En Afrique, moins de 100 millions de personnes ont accès au réseau électrique, sur une population totale de près de 600 millions. Le tableau 2 tiré de la revue "LIAISON" citée ci-dessus indique l'électrification rurale conventionnelle au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Mali.

Tableau 2: L'Electrification Rurale Conventionnelle dans Quelques Pays

	Maroc	Côte d'Ivoire	Sénégal	Mali
Population totale (en millions)	22	10	6	8
Population rurale (en millions)	12	7	4,4	7
Nombre de villages	30 000	8 000	13 000	>5 000
Nombre de villages déjà électrifiés	1 000	850	113	0
Nombre de villages électrifiés par an	50 à 100	20 à 40	10 à 20	0
Nombre de villages non raccordés en l'an 2000	> 25 000	> 6 000	> 12 000	Tous

Source: Extrait de la revue "LIAISON" No. 30, 1996.

L'électrification d'un milieu rural a donc pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Elle peut revêtir diverses formes pour des besoins domestiques, pour l'agro-industries (systèmes d'irrigation, équipements hydrauliques). L'objectif principal de l'électrification rurale est de faire bénéficier les populations rurales des efforts de développement entrepris par les pays africains, à travers l'établissement de canaux de communication entre le village et la ville.

L'utilisation de générateurs électriques de type diesel et l'énergie solaire pour l'électrification rurale sont les plus pratiquées. Il semblerait que ce soient les principes les plus économiques par rapport aux stations hydro-électriques, aux stations en biogaz ou aux stations utilisant le charbon de bois.

Les générateurs électriques de type diesel connaissent un investissement relativement peu coûteux, leur technologie est simple et assez bien connue. Ces générateurs sont souvent utilisés

en cas d'urgence et réside dans l'accroissement du coût des combustibles dans les pays africains non producteurs de pétrole.

Le coût d'investissement des générateurs électriques de type diesel est relativement bas, environ 200 à 500 dollars Etats Unis par Kw pour une puissance estimée à 300 Kw. Le coût de fonctionnement est rendu élevé par le prix des combustibles dont le prix unitaire au Kwh est parfois plus élevé que le prix de vente du Kwh.

La part de l'énergie solaire dans le bilan énergétique de la plupart des pays africains est encore très faible, en dépit de l'existence d'un parc d'installations solaires appréciable dans certains pays. Pourtant, les pays de la zone soudano-sahélienne par exemple disposent d'un gisement solaire important (plus de 3000 heures d'ensoleillement dans l'année) dont l'exploitation pourrait accroître l'indépendance énergétique de ces pays et améliorer le développement de l'électrification rurale. L'énergie solaire, de par sa fiabilité technique et du faible coût d'exploitation de ses équipements de production, constitue dans bien des cas, une bonne alternative aux énergies classiques. Elle permet de réduire la part du pétrole importé dans le bilan énergétique national.

Au vue de l'expérience menée dans beaucoup de pays soudano-sahéliennes, tels que le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso etc..., la filière solaire photovoltaïque apparaît comme une technologie relativement bien maîtrisée et assez fiable pour une vulgarisation à grande échelle. Cette filière est assez compétitive pour un certain nombre d'applications (pompage à faible débit, éclairage domestique individuelle en milieu rural etc...).

Les pays africains en fonction de leurs potentialités pourraient s'intéresser à d'autres filières énergétiques nouvelles et renouvelables. Les filières telles que l'énergie éolienne, le thermique solaire et le biogaz devraient également faire l'objet de recherche dans les pays.

La planification de l'alimentation en énergie électrique doit tout d'abord analyser la capacité de consommation de la zone concernée, en tenant compte de la taille de la population actuelle et future, des équipements socio-collectifs existants, éventuellement des industries disponibles, des projets ainsi que l'évolution globale de la zone. Du point de vue topographique, les régions de plaine sont plus accessibles et les coûts d'investissement moins élevés. L'étude du tracé du réseau doit tenir compte des paramètres suivants : le nombre, la taille et la puissance des stations; le choix du combustible; le nombre, la taille et la localisation des sous-

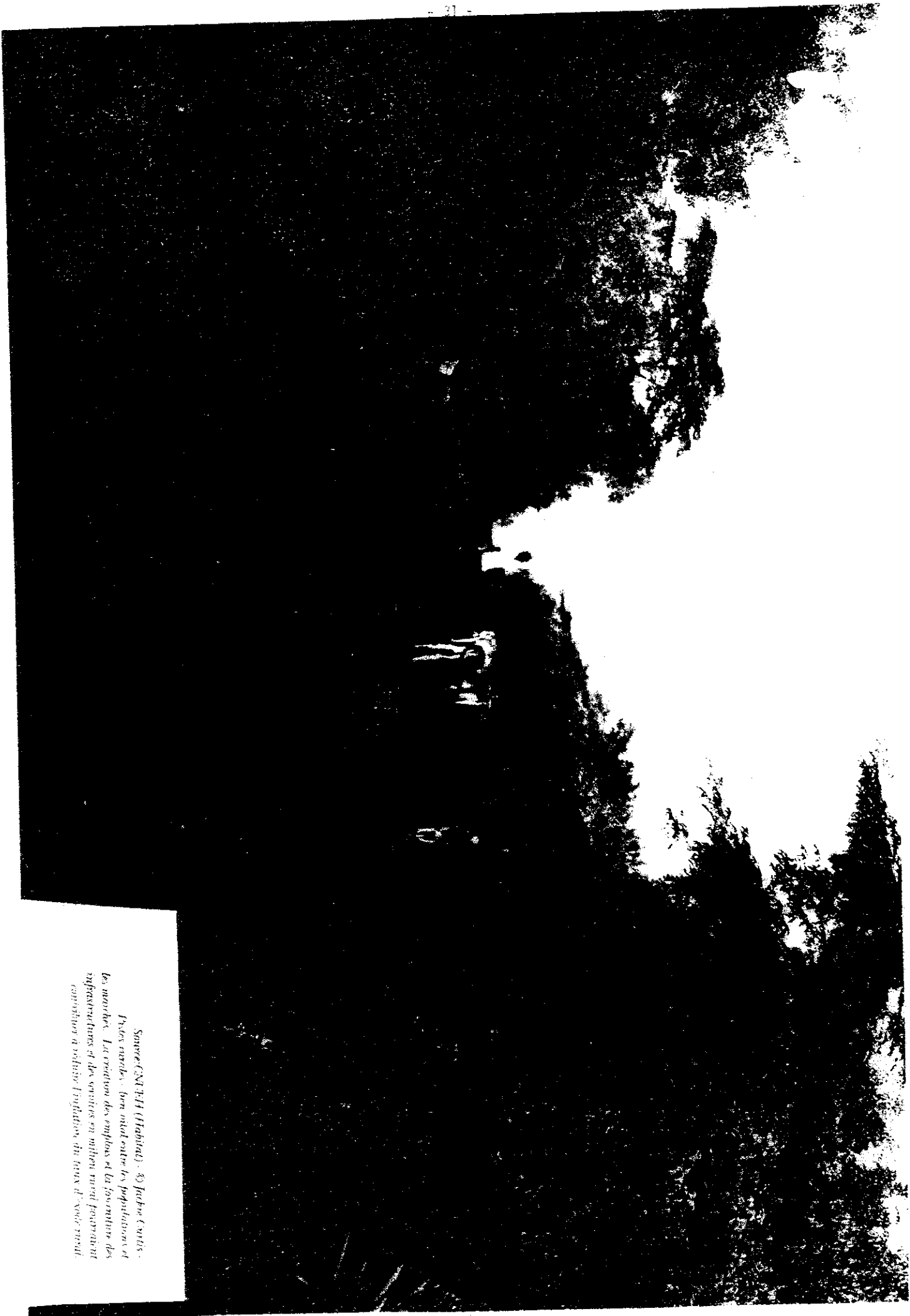
stations; le réseau de distribution de la basse tension et de la haute tension; et le coût total du système du distribution électrique.

6.3 Transports et communications

L'intégration des zones rurales dans l'économie nationale ne peut être réalisée que par la connexion entre les zones rurales et urbaines. C'est grâce à ces connections qu'il serait possible de répondre aux besoins de différents ordres pour faciliter les flux entre ces deux zones. Par exemple le mouvement des produits agricoles vers les centres industriels, la distribution des intrants agricoles, la diffusion des nouvelles techniques agricoles etc... ne sont possibles qu'avec l'existence d'un bon réseau de transport.

Toute planification du réseau de transport doit être basée sur une très bonne compréhension du réseau existant et potentiel. Pour ce faire, il faudrait être en mesure de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les circuits découlement des produits agricoles des zones rurales vers les centre ?
- Quels sont les centres d'approvisionnement en intrants agricoles ?
- Quels sont les changements qui pourraient être effectués sur le réseau de transport en vue d'améliorer le marché des produits agricoles ?
- Quelles sont les nouvelles activités qui pourraient être exploitées ?
- Quels types de liaison seraient nécessaires pour la mise en oeuvre de ces activités?
- Quels sont les différents modes de communication existants et quelles sont leurs relations ?
- Quelles sont les fréquences journalières, hebdomadaires de déplacements des paysans de leurs villages à leurs lieux de travail ?
- Quels sont les problèmes qui se posent à l'exploitation du réseau de transport et de communication actuel ?



Soum-CNTEH (Habitué) - 83 Juche Centre -
Juche Centre - bien situé entre les populations et
les marchés. La création des emplois et la fourniture des
infrastructures et des services en milieu rural favorisent
considérablement l'adhésion de la population au projet.

D'une manière générale, toutes ces données n'existent pas toujours de manière ordonnée, il faudrait alors procéder à des recoupements entre les données provenant de différentes sources telles que ministères de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de la planification, des transports, de la communication, des chambres de commerce etc.... Les données doivent être organisées de telle sorte qu'elles permettent de faciliter les comparaisons ainsi que l'établissement d'une carte origine-destination.

6.4 Santé

Il ne fait aucun doute que la situation sanitaire dans le monde et particulièrement en Afrique s'est beaucoup améliorée au cours de ces dernières décennies. Les initiatives de l'Organisation Mondiale de la Santé et les efforts déployés par les gouvernements à travers le monde ont été à l'origine de cette amélioration. L'évolution de l'espérance de vie est un des indicateurs de l'amélioration des conditions sanitaires.

La santé est perçue comme un besoin de toutes les couches de la population. Le coût parfois élevé de l'investissement en infrastructure sanitaire et la nécessité d'assister les couches les plus déshéritées de la population expliquent en partie la mise en place des soins de santé primaire par l'organisation mondiale de la santé. Les soins de santé primaire ont pour objectifs: l'éducation sanitaire, la prévention et le contrôle sanitaires; le traitement des maladies courantes; l'immunisation contre ces mêmes maladies; la nutrition; le traitement de l'eau; la santé de la mère et de l'enfant; et la planification familiale. Ces objectifs ne peuvent être atteints que si les conditions minimales suivantes sont assurées :

- Le système doit être conçu de telle sorte qu'il soient intégré aux autres activités de développement;
- Le système sanitaire doit suivre la hiérarchie des agglomérations rurales;
- Une attention particulière doit être donnée au recrutement et à la formation des agents sanitaires, ainsi qu'à la distribution des médicaments.

La planification en matière de santé doit être basée sur :

- Une analyse des indicateurs en matière sanitaire (nombre de décès pour cause de maladie; déficiences nutritionnelles; rapport entre la population totale et le nombre de médecins; centres de santé, dispensaires, hôpitaux; assainissement et traitements des eaux domestiques etc...);
- La distribution spatiale des types de maladie, de la mortalité pour cause de maladie, et des infrastructures sanitaires;
- Les alternatives possibles pour faire face aux problèmes de santé;
- Le coût estimatif des investissements éventuels pour le traitement des maladies les plus courants; etc...

Les différentes données statistiques nécessaires pour une bonne planification en matière de santé ne sont pas toujours disponibles. Il faudrait alors mettre en place un système de collecte des données indispensables.

Les normes de santé élaborées par certains pays africains et inspirées de l'Organisation Mondiale de la Santé indiquent que pour les villages de moins de 2000 habitants, il faut une unité de santé villageoise qui pourrait desservir jusqu'à un rayon maximum de 5 km. Pour les agglomérations de 5000 à 10000 habitants, il faut un poste de santé avec un personnel plus étoffé.

L'objectif visé doit être la santé pour tous et une bonne couverture sanitaire de l'ensemble du territoire de chaque pays par:

- la réorganisation des services de santé de base;
- la formation du personnel;
- le développement des actions de prévention et d'assainissement;
- le équipement médico-sanitaire convenable et une bonne dotation en médicaments;

- l'accroissement de la part des budgets nationaux consacrés à la santé;
- une plus grande participation des populations à la gestion des infrastructures sanitaires.

6.5 Education

Le taux moyen de scolarisation en Afrique est généralement bas, rares sont les pays qui dépassent les 60%, et l'analphabétisme touche près de 70% de la population. L'éducation et la formation doivent être considérées comme un facteur de développement humain.

Généralement, l'éducation a trois objectifs principaux :

- L'éducation est perçue comme un moyen d'accélérer la modernisation, et le développement du système éducatif apparaît comme un facteur de progrès économique;
- L'éducation doit également contribuer à développer l'identité nationale et la solidarité.
- L'éducation joue également un rôle déterminant dans l'édification d'une culture nationale pour l'amélioration des conditions socio-économiques.

L'explosion du système éducatif qui a suivi l'indépendance en Afrique a contribué à l'accroissement du taux de scolarisation en milieu rural. Plusieurs enfants ont été tirés de leurs activités traditionnelles pour être envoyés à l'école.

Comme tous les autres équipements socio-éducatifs et collectifs, les établissements scolaires doivent être disséminés dans tout le territoire, pour permettre à tous les enfants en âge scolaire d'être alphabétisés. La localisation et la taille d'un équipement scolaire dépendent de la densité de la population et du pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés dans une localité ou zone déterminée.

Selon certaines normes, une distance maximum de 2,5 km est admise pour un enfant qui va à pied de sa résidence à l'école. Cependant, il est à noter que cette norme n'est pas

généralement respectée dans les zones rurales en Afrique où il y a une déficience chronique en matière d'infrastructures scolaires.

En Afrique on peut admettre jusqu'à 45 élèves par classe au primaire et 35 élèves par classe dans le secondaire. Ces chiffres sont une moyenne admise pour un enseignement convenable mais il n'est pas rare de voir cet effectif doublé dans certaines écoles surtout dans les zones où il n'y a pas assez d'équipements scolaires. Les chiffres indiqués ci-dessus représentent donc des normes et non la réalité actuelle.

Tableau 3: Services, utilités publiques et infrastructures des centres ruraux

Eléments	Centres ruraux	Villes secondaires	Capitales régionales (pour référence)
Education	Ecoles primaires Centres agricoles Education informelle	Enseignement moyen secondaire - Centres élémentaires de formation agricole	- Lycées - Centres secondaires de formation agricole
Santé	- Dispensaires - Services para-médicaux de santé	- Centres de Santé - Services médicaux	- Hôpital régional - Services médicaux spécialisés
Bien être	- Services périodiques de développement communautaire	- Centres de développement communautaire - Centre d'économie rurale	- Centres sociaux de bien être en milieu urbain - Centres urbains de développement communautaire
Sports	- Terrains de jeu	- Terrains de sport	- Stade omnisport
Culture	- Centres communautaires	- Centres culturels	- Théâtres - Centre culturels
Administration	- Municipalités - Conseil rural	- Gouvernement local - Services	- Gouvernement régional - Services
Sécurité	- Poste de police	- Police départemental	- Police régionale - Tribunal - Sapeurs pompiers
Commerce	- Marchés hebdomadaire - Magasins de stockage	- Marchés permanents - Magasins spécialisés - Entrepôts	- Marchés centrales - Supermarchés - Centres de distribution
Finances	Sources informelles	- Services de crédits	- Banque nationale

Éléments	Centres ruraux	Villes secondaires	Capitales régionales (pour référence)
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Parcelles pilotes - coopérative de production - coopérative de consommation - Magasins de stockage - Atelier de réparation du matériel agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Fermes expérimentales - Coopératives d'achat - Magasins de stockage - Services de réparation et d'entretien des équipements agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Services régionaux de l'agriculture - Centres de recherche et d'expérimentation - Coopératives régionales - Centres de stockage et de conditionnement - Centres spécialisés de réparation et d'entretien
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Services d'information et de vaccination - Centres avicoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Centres d'expérimentation 	<ul style="list-style-type: none"> - Stations de recherche et d'expérimentation - Cliniques vétérinaires - Abattoirs et chambres froides
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Station d'essence - Routes d'accès aux plantations 	<ul style="list-style-type: none"> - Stations services - Entretien périodique des routes - Routes départementales 	<ul style="list-style-type: none"> - Systèmes de transport urbain transports ferroviars - Centres de réparation et d'entretien - Entretien permanent des routes - Stations services - Routes nationales et régionales et régionales
PTT	<ul style="list-style-type: none"> - Services télégraphiques - courrier postal 	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau de poste - Services téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau régional de poste - Services et distributions - Centre national téléphonique -
Eau	<ul style="list-style-type: none"> - Forages à pompes 	<ul style="list-style-type: none"> - adduction d'eau avec robinets publics - Raccordements privés 	<ul style="list-style-type: none"> - adduction d'eau à partir d'un réseau primaire - robinets publics - Raccordements privés
Egouts	<ul style="list-style-type: none"> - fosses-latrines 	<ul style="list-style-type: none"> - Fosses Septiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Systèmes d'égouts
Electricité	<ul style="list-style-type: none"> - Générateurs individuels - Système solaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification rurale - Système solaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification publique - Branchements privés

Source: Nations Unies (ESCAP). Guidelines for rural centre planning, 1979.

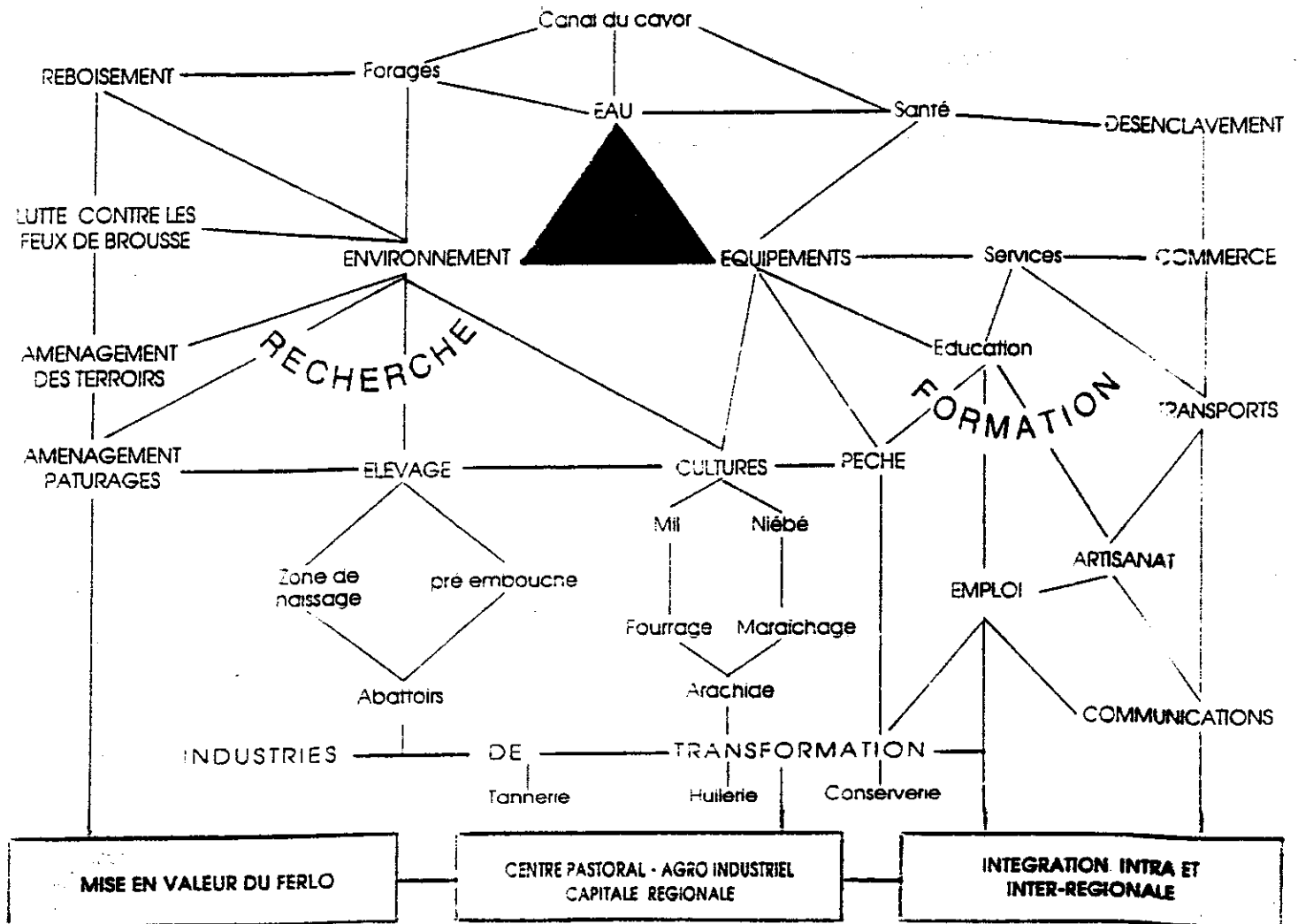
VII. AMENAGEMENT REGIONAL, GESTION ET DEVELOPPEMENT DURABLE DU MILIEU RURAL

Tout programme d'aménagement régional doit être basé sur les potentialités économiques du milieu, comme l'indique le schéma ci-joint en page 38. Ceci, pour asseoir la base économique des centres ruraux, fournir de l'emploi aux ruraux, et ainsi éviter la tentation à

l'émigration vers les centres urbains. L'exploitation du potentiel agricole et industriel d'une zone rurale permet :

- de créer de l'emploi non agricole pour les populations de la zone;
- de contribuer à maintenir les populations rurales dans leur milieu;
- d'asseoir une base économique pour le milieu rural considéré;
- d'utiliser pleinement la main d'oeuvre disponible;

SCHEMA D'INTERDEPENDANCE SCENARIO DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET HARMONIEUX



Source:

République du Sénégal. Schéma d'Aménagement du Territoire et de Développement de la région de Louga pour 2021. Projet SEN 87/011 - 1994

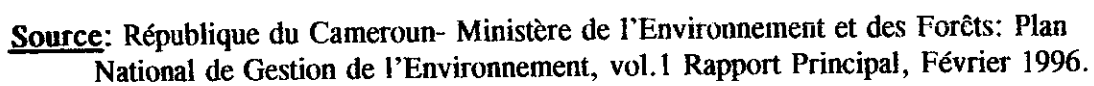
- de fournir certains intrants agricoles aux paysans; et
- de justifier la mise en place et le développement des équipements socio-collectifs et de l'infrastructure de transports et des communications.

Le programme doit être fondé sur la conviction qu'il ne peut y avoir de développement durable sans une véritable décentralisation. La décentralisation à son tour ne peut réussir que si les entités concernées jouissent d'économies locales dynamiques et bien intégrées dans les circuits d'échanges régionaux et nationaux.

7.1 Les considérations régionales en matière de politique d'aménagement des territoires ruraux

La première phase de toute étude d'aménagement du territoire consiste en une analyse des données socio-économiques et démographiques, et des objectifs de développement. Malgré les différences sur les plans physique et économique qui peuvent apparaître d'un territoire à un autre, on peut noter en général que les ressources disponibles et l'orientation politique nationale influent sérieusement sur l'aménagement du territoire (voir tableau 3, page 43). Ceci s'applique essentiellement à :

- la population, sa distribution et sa croissance, les politiques de migration, ainsi que les programmes de contrôle des naissances;
- la taille, la fonction, la localisation et la hiérarchie des établissements ainsi que leurs relations, les politiques éventuelles de création de nouveaux établissements;
- l'accessibilité, les réseaux de transport et de communications;
- le niveau et la localisation des équipements socio-collectifs et des services;
- les contraintes physiques telles que les cours d'eau et les montagnes, et la topographie du territoire concerné;
- le climat et les conditions environnementales;
- le potentiel d'utilisation du sol et les politiques de distribution des terres.



L'accessibilité et les relations inter-établissements doivent être analysées de manière approfondie, pour permettre le développement des réseaux de communications y compris les routes. Les routes jouent un rôle fondamental dans l'aménagement du territoire, en ce sens qu'elles permettent de relier les établissements entre eux d'une part, et entre les établissements et la route nationale d'autre part, ainsi que dans la collecte des produits agricoles et leur commercialisation.

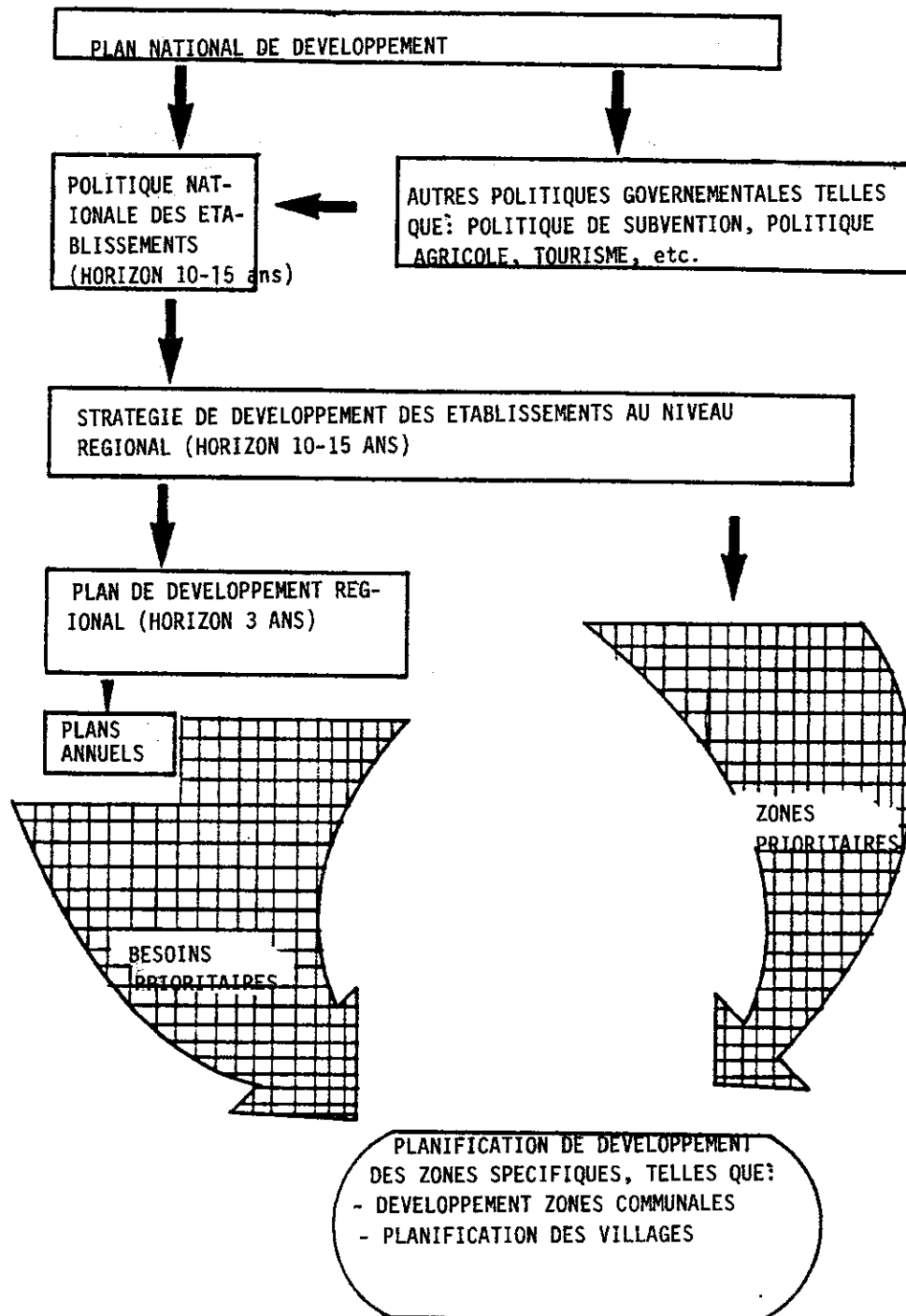
La localisation d'un établissement humain dans la perspective d'une planification globale dépend de plusieurs facteurs, mais les plus importants d'entre eux sont les facteurs physique, topographique et la disponibilité des terres. Le choix du site peut être effectué à partir du carte à l'échelle 1:25000 et de l'interprétation de photos-aériennes, compléter par une visite des lieux. Ceci devrait permettre de connaître non seulement les établissements existants, l'infrastructure routière, les cours d'eau, les forêts, les montagnes etc... mais également les aptitudes des sols pour l'agriculture, les ressources naturelles et la disponibilité des terres pour recevoir de nouveaux établissements.

7.2 L'approche intégrée de la planification rurale

Les diverses inter-relations entre les différents secteurs d'activités socio-économiques exigent une approche intégrée durant tout le processus de planification, afin de parvenir à un développement équilibré entre les établissements ruraux et leurs arrières pays. Les plans formulent des stratégies de développement pour un territoire déterminé, basées sur les priorités sectorielles à l'échelle du territoire, les potentialités économiques de la région, les contraintes physiques et le budget disponible pour l'exécution du plan. La planification des établissements ruraux devrait tenir compte:

- de la culture locale, de l'expérience et des capacités des institutions locales;
- de l'utilisation optimale des ressources naturelles, financières et de la main d'oeuvre disponibles;
- de la promotion de l'utilisation de la technologie locale, des outils et des matériaux locaux de construction;
- des besoins actuels, des moyens et des capacités des populations de prendre part au processus de planification;
- de la préservation de l'équilibre socio-économique et écologique.

RELATION ENTRE LE PLAN NATIONAL DEVELOPPEMENT SPATIAL ET LES AUTRES SYSTEMES DE PLANIFICATION



Source: Botswana - Ministry of Local Government, Lands and Housing. Department of Town and Regional Planning. National Settlement Policy, May 1992.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DECENTRALISATION

ACTION : A 2

Objectif spécifique: A : Polariser le développement régional sur les chefs lieux de région

Intitulé de l'action : Etablir des Schémas Directeurs d'Aménagement Régional (SDAR)

Contenu de l'action

Le SDAR va comporter, d'une part, un bilan diagnostic (infrastructures, équipements, habitat, activités économiques, structuration de la région actuelle (armature urbaine régionale), démographie, emplois, environnement, ressources naturelles) et, d'autre part, un document de stratégie pour une vision à moyen et long termes en vue de la mise en cohérence des actions de développement et d'aménagement structurant la région.

Objectif et effets attendus

Objectifs	Mettre à la disposition du gouvernement et des collectivités décentralisées un outil de planification, de programmation et de recherche d'investissement.
Effets attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir un cadre de réflexion sur le développement économique et social de la région qui associe acteurs locaux et pouvoir central, - Promouvoir un développement économique et social cohérent tenant compte des vocations et des potentialités de chaque région, - Assurer la cohésion des investissements à réaliser au plan national et régional, - Assurer l'adhésion des populations et des opérateurs économiques aux projets d'aménagement de leur région, - Avoir une meilleure lisibilité des programmes des investissements à caractère public.

Horizon de réalisation

Document cadre de réflexion et d'orientation en matière d'aménagement du territoire et de programmation d'équipements à caractère régional, l'élaboration des SDAR se présente comme l'une des premières actions à être initiée sans délai c'est à dire dans une période n'excédant pas trois ans. Il s'agit donc d'une action à **Court terme**.

Acteurs principaux

Initiation de l'action:	Il s'agit de documents très importants qui tracent le développement futur de toute une région à l'intérieur d'un territoire, aussi l'initiative d'une telle action doit être prise à un haut niveau c'est à dire au niveau du Gouvernement
Définition de l'action:	le Ministère chargé du Plan et du Développement Industriel, le Ministère de l'Intérieur et de l'Intégration Nationale et les Hauts Commissariats au Développement pour les actions qui les concernent selon leurs prérogatives respectives, Collectivités Décentralisées et Commissions Régionales de Développement pour la définition des actions au plan local.
Réalisation de l'action	Le Ministère chargé du Plan et du Développement Industriel et le Ministère de l'Intérieur et de l'Intégration Nationale pour la mise en oeuvre des SDAR selon leurs prérogatives respectives, par exécution par leur personnel propre ou en faisant appel à des bureaux d'études.

7.3 Les stratégies de développement des établissements ruraux

Pendant longtemps, les stratégies de développement dans les pays africains étaient caractérisées par une approche sectoriels. La dimension spatiale du développement était rarement prise en compte; ceci rendait les stratégies de développement incomplètes et contribuait à créer des disparités régionales à l'intérieur d'un même pays. Ainsi, certaines régions profitaient plus que d'autres des efforts de développement. Les stratégies modernes de développement économique mettent en avant la dimension spatiale pour parvenir à un accroissement de la production agricole, pour alléger les besoins énergétiques, pour encourager la création d'emploi, et pour améliorer les conditions de vie des populations en général.

Les efforts de développement doivent être orientés de telle sorte que toutes les populations puissent en profiter. Pour cela, l'aménagement spatial doit permettre une redistribution de la croissance économique. L'un des objectifs de cette stratégie est de parvenir à une décentralisation des activités et de la population, et de corriger les disparités entre les zones urbaines et rurales pour limiter l'exode des populations rurales.

Evidemment la décentralisation des activités ne veut pas dire un frein à leur développement dans les centres urbains; au contraire, il faudrait encourager les activités industrielles d'une certaine envergure même si elles sont situées en milieu urbain. Tondinelli, D.A. et K. Ruddle (1976) ont noté que:

- la concentration d'activités sociales et économiques dans des centres bien sélectionnées créait des économies d'échelles, et profite à la population avoisinante;
- les centres organisent les économies de leur environnement en fournissant des marchés, l'administration et les services, qui contribuent à diversifier les opportunités d'emplois;
- des centres bien équipés peuvent attirer des investissements et des entrepreneurs, ainsi que des valeurs qui créaient un environnement favorable pour d'éventuelles innovations;
- des investissements d'utilité publique attirent des activités économiques qui, en retour augmentent les services sociaux;
- la concentration d'activités sociales et économiques dans les centres justifient l'amélioration des voies d'accès et des infrastructures.

Les stratégies de développement des établissements humains doivent donc être basés sur la création de système spatial hiérarchique bien structuré, dans lequel les liens entre les différents centres sont clairement définis. Ce système spatial hiérarchique permettra d'avoir des

centres ruraux bien équipés pour servir de relais entre les villages, les villes moyennes et les centres urbains.

Le plan d'aménagement d'un territoire rural doit prendre en considération les éléments suivants:

- les établissements humains déjà existants, leur localisation, leurs fonctions et leurs relations;
- la distribution des terres et les contraintes physiques du territoire;
- les limites administratives et les contraintes politiques;
- les différents réseaux de transports existants;
- les potentialités de développement économique du territoire;
- les caractéristiques sociales de la population vivant dans le territoire, sur les plans culturel, religieux, de leur mode de vie et de leurs besoins.

Dans l'aménagement des terres neuves, il n'y a aucune vieille structure à prendre en considération, le planificateur pourrait donc introduire dans son plan tous les éléments concourant au bien être des populations futures. Contrairement aux territoires déjà occupés ou il faudrait analyser la situation existante en tenant compte au maximum des éléments ci-dessus cités.

La nature et l'importance des données de base sur la situation du territoire d'aménagement peuvent varier. Cependant il est toujours conseillé de collecter le maximum de données si le temps et les ressources le permettent afin de parvenir à des propositions objectives. Ces données doivent être récentes et provenir des sources officielles, ou d'enquête directe sur le terrain pour les besoins de l'étude.

En plus des éléments déjà cités, il serait nécessaire de savoir:

- la taille de la population actuelle, ses caractéristiques et sa répartition spatiale;
- les caractéristiques de l'utilisation des terres;
- les services et équipements existants et leur répartition;
- la structure socio-économique.

L'analyse de tous ces éléments devraient donner une vision claire de l'essentiel des caractéristiques humaines, physiques et socio-économiques du territoire. Ces données devraient être également reproduites sur une carte à grande échelle.

Les données collectées sur les services et les équipements combinées avec la répartition spatiale de la population pourront être utilisées pour déterminer la hiérarchie et les relations entre les différents établissements existants sur le territoire rural qui fait l'objet du plan. Une fois le

classement des établissements existants établi en fonction de leur population, de leur niveau d'équipements, de leur influence respective, de leur accessibilité et de leur centralité, il faudrait maintenant dégager plusieurs scénarios d'aménagement en fonction des objectifs préalables que l'on s'est fixés. Ces scénarios seront soumis à une enquête publique aussi bien au niveau des autorités locales et nationales qu'au niveau des populations locales.

Comme la planification est une vision prospective de développement d'un territoire donné, il reste entendu que les perspectives de développement de ce territoire seront entièrement prises en compte. Ce qui veut dire que le planificateur devrait répondre entre autres aux questions suivantes:

- quelles sont les conséquences du plan national de développement économique et social sur le territoire rural concerné;
- est-ce que les ressources naturelles disponibles dans ce territoire auront des conséquences sur les structures futures de ce territoire;
- quelles sont les perspectives de croissance de la population du territoire, et dans quelle mesure cette croissance pourrait affecter les établissements existants.

Pour finaliser le plan, les niveaux et la nature des centres de développement qui sont retenus doivent être fonction des caractéristiques et du rôle qui leur sont assignés, en tenant compte de leur aire d'influence.

7.4 Décentralisation et Déconcentration

Alors que la décentralisation attribue des pouvoirs de décision à des organes locaux, autonomes, distincts de ceux de l'Etat, la déconcentration consiste à déléguer des pouvoirs de décision à des organes locaux du pouvoir central. La décentralisation est un procédé participatif attribuant une personnalité juridique aux collectivités locales. L'Etat détermine les affaires qui présentent un intérêt national qui sont de ses compétences et celles qui, ayant un caractère local, doivent être laissées à la gestion des collectivités locales. La participation des citoyens et la responsabilisation des élus dans la gestion des affaires locales préservent la qualité du climat social et l'unité nationale et incitent à la mobilisation des ressources et au développement de l'investissement.

La décentralisation vise trois objectifs principaux:

- le rapprochement de l'administration du citoyen par la création de structures décentralisées aux niveaux régional et local;
- la participation des populations à la gestion de leurs propres affaires;

- le développement économique et social, en favorisant l'équipement des zones rurales et en assurant un aménagement du territoire plus conforme aux intérêts des agglomérations par un transfert d'une partie des affaires aux collectivités locales.

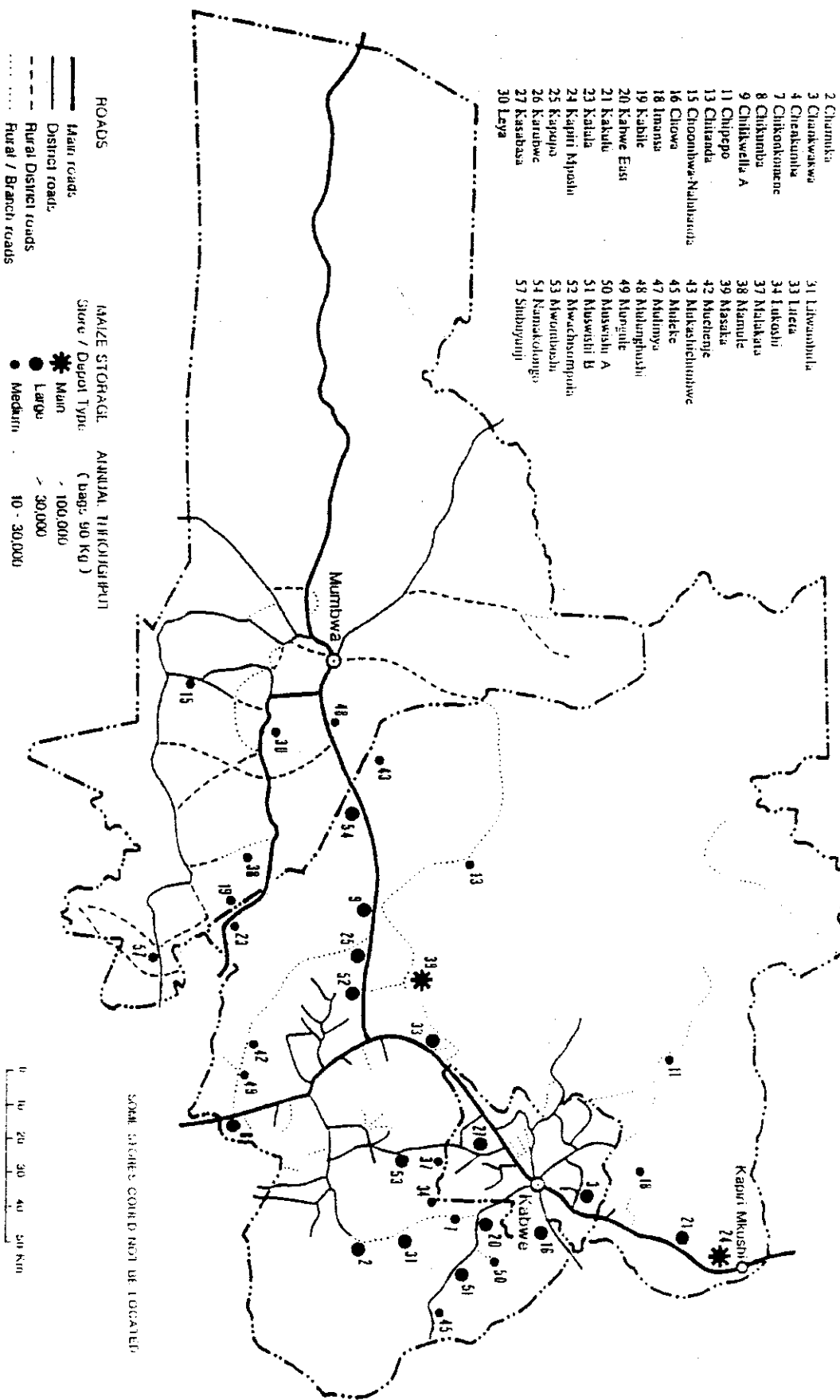
La Loi Sénégalaise No.96-07 portant transfert des compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, du 22 Mars 1996, stipule que: "la région, la commune et la communauté rurale concourent avec l'Etat, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection et à la mise en valeur de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie". Il s'agit de mieux répondre aux exigences du développement économique en créant entre les administrations centrales de l'Etat et les collectivités locales de base des structures intermédiaires, destinées à servir de cadre à la programmation du développement économique, social et culturel, et où puisse s'établir la coordination des actions de l'Etat et celles des collectivités.

Le Gouvernement du Sénégal a mis en oeuvre la Loi relative à la décentralisation en Janvier 1997. La Côte d'Ivoire a adopté un document de stratégie relatif à la décentralisation et à l'aménagement du territoire en Mai 1997. L'Ouganda a adopté en 1993 le Statut No.15 relatif aux Gouvernements Locaux. Le Ghana a initié depuis 1984, un projet relatif à la décentralisation. L'Ethiopie a également engagé un processus de décentralisation qui est déjà mis en oeuvre.

Certains pays africains ont donc apprécié l'intérêt qu'il y a de procéder à une réforme administrative conduisant à la décentralisation. Evidemment, force est de reconnaître que les services déconcentrés n'ont pas toujours eu les moyens financiers, techniques et humains pour répondre à toutes les missions qui leurs sont dévolues.

Un aspect important de la décentralisation, dans le cadre de la sécurité alimentaire, est de permettre un meilleur stockage et une meilleure distribution des produits alimentaires aux populations rurales. Le manque de magasins de stockage appropriés et de facilités de conditionnement des produits agricoles rendent aléatoire la conservation des surplus agricoles. En Zambie, par exemple, seulement 35 p.cent des magasins de stockage sont couverts, et leur distribution spatiale ne reflète pas l'état de la production. Ainsi, la Zambie perd chaque année une quantité importante de sa production agricole surtout le maïs, due aux pluies après récolte (voire la carte de localisation des magasins de stockage en Zambie en page 48).

ZAMBIA
Agricultural Marketing and Processing Project
ROADS AND MAIZE HOLDING DEPOTS IN
MUMBWA, KABWE RURAL AND KABWE TOWN DISTRICTS
(CENTRAL PROVINCE)



7.5 Les contraintes physiques et topographiques

La localisation de nouveaux établissements ruraux ou urbains, ou bien l'extension des établissements existants dans les plans d'aménagement du territoire dépend essentiellement des contraintes physiques et topographiques qui déterminent la disponibilité des terres aptes au développement de l'habitat. Un choix préliminaire des sites pourrait être effectué à partir d'une carte topographique à échelle 1:200 000, indiquant les limites administratives, les établissements existants, les routes, les chemins de fer, les cours d'eau, les forêts, les montagnes et les autres éléments naturels importants du site.

Cette analyse cartographique pourrait être complétée par une analyse détaillée d'une carte topographique à plus grande échelle par exemple 1:25 000 réalisée à partir de photos aériennes récentes. Le choix final du site sera fait à partir de cette dernière carte qui doit indiquer de manière claire toutes les capacités, physiques du site et leur utilisation actuelle. L'analyse de ces cartes de base, compléter par une visite des lieux permettent de déterminer les sites aptes à l'habitat et à l'agriculture.

Pour l'aménagement des établissements humains ruraux, il est indispensable d'avoir une carte topographique à l'échelle 1:10 000 avec un contour maximum à intervalles de 2^m qui laisse apparaître la nature des différentes pentes. Une carte à plus grande échelle 1:500 sera utilisée pour l'aménagement détaillé des zones d'habitation, des services et des équipements.

Les clefs l'aménagement du territoire : L'Algérie qui avance

Ouvrir les grands chantiers

La prise en charge du problème de l'emploi, l'intégration du territoire, l'élargissement des bases de l'économie, le renforcement de la centralité du pays, imposent la relance des grands travaux d'aménagement (les villes nouvelles, le rail, l'autoroute, les télécommunications, les grands périmètres, les barrages).

Restituer aux villes leur vocation de lieux de production de biens, de services, de culture et de loisirs, et d'espaces privilégiés de communication et d'intégration.

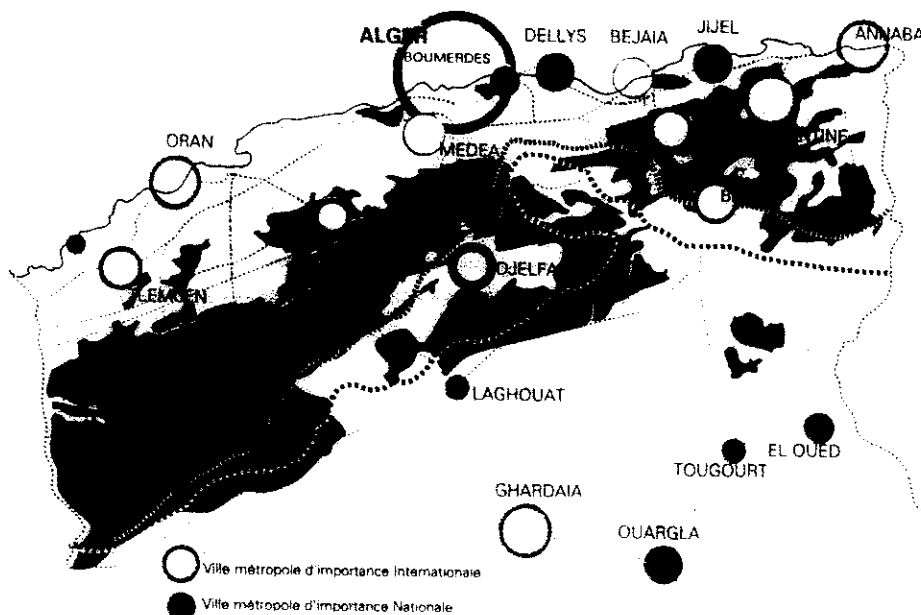
Des politiques urbaines appropriées, doteront nos villes des outils nécessaires pour la planification, la gestion et la conception architecturale, améliorant ainsi le cadre de vie des citoyens.

Offrir une alternative à la croissance des métropoles par la création de villes nouvelles

- L'option villes nouvelles s'inscrit dans une perspective de solidarité régionale et d'équité territoriale.
- La conception des villes nouvelles, tournées vers le 21ème siècle doit être marquée par la quête de l'excellence où la créativité, l'innovation architecturale et technologique trouveraient leur expression.

Revitaliser pour rendre attractifs les espaces ruraux en :

- Leur offrant des services liés aux activités agricoles.
- Revivifiant les activités de tourisme et d'artisanat.
- Les dotant d'équipements de proximité; routes, électrification, alimentation en AEP et assainissement.
- Développant les services liés à la population.
- Organisant les réseaux d'agglomérations rurales.
- Les dotants d'instruments de planification, de gestion et de textes réglementaires spécifiques.
- Mettant en valeur leur image de marque et leur identité profonde. ...



(SNAT)

Schéma National de l'Aménagement du Territoire

Source : DEMAIN, L'ALGERIE : Un projet d'aménagement pour l'Algérie de demain - Ministère de l'Equipeement et de l'Aménagement du Territoire.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'analyse de l'expérience assez riche des Etats Africains en matière d'aménagement des établissements humains ruraux a révélé que des efforts ont été faits. Les différentes alternatives ont tracé les voies à suivre pour les futures interventions : structuration des territoires occupés, amélioration de l'habitat rural, développement des infrastructures, déplacement et création de nouveaux établissements etc...

Cette analyse nous a permis de constater qu'aucune action positive ne pourra être entreprise que si les gouvernements acceptent de fonder leur politique des établissements humains sur des régions économiques cohérentes en rapport avec un réel potentiel d'activités productives et d'emplois, de pratiquer des stratégies incitatives plutôt que contraignantes et de responsabiliser les communautés territoriales qui n'auront d'impact sur le développement général que si elles peuvent pratiquer une saine gestion et prendre des initiatives à l'échelon local.

Le danger vient souvent du fait que les décideurs considèrent les problèmes de développement du point de vue de leurs préoccupations du moment. L'on voit ainsi telle stratégie mettre en avant l'industrialisation, le développement rural pour freiner l'exode vers les villes, ou le développement urbain pour atténuer les tensions sociales. En réalité, agir sur un élément du système revient à agir, par contrecoup, sur tous les autres, avec des résultats souvent inattendus, donc contraires à l'idée même de développement durable des établissements humains.

Toute politique des établissements humains doit considérer, à la base, l'évolution à attendre des emplois directs ruraux et urbains et la politique à adopter pour infléchir cette évolution selon les objectifs de développement fixés tant à l'échelon local, régional que national. Elle doit être également formulée de façon à assurer une répartition plus équilibrée de la population et une diversification de la base économique, la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les régions économiques prennent ainsi une certaine dimension dont l'harmonisation doit être assurée au niveau central.

C'est sur cette base que doit être logiquement bâti le réseau des centres ruraux et urbains d'un pays. Les politiques institutionnelles et financières qui, de fait ont une implication spatiale peuvent ainsi être mises en concordance avec la politique des établissements humains pour la rendre plus efficace. Les politiques relatives à la création de centres ruraux contribuant à stimuler le développement rural dans les pays africains devraient:

- pouvoir répondre aux besoins aussi bien des centres orientés vers les services que de ceux orientés vers la croissance;
- comporter des directives claires et rationnelles en ce qui concerne le niveau minimum de fonctions, c'est-à-dire d'infrastructures et de services et préciser ce que chaque échelon de la hiérarchie des centres de services ruraux devrait offrir;

- indiquer les ressources financières requises pour mettre en oeuvre la politique dans son ensemble et les moyens de mobiliser ces ressources;
- définir les mécanismes pour la coordination des investissements sectoriels dans les centres de services ruraux.

Dans le contexte du développement durable, l'utilisation efficace des ressources (terres, eau, énergie, etc.), devrait être considérée comme essentielle pour la planification et le développement des établissements humains. Par conséquent, la durabilité implique le renforcement de la fonction de planification aux niveaux national, régional et local. Ces dernières décennies, les expériences de certains pays africains en matière d'aménagement du territoire ont révélé toute la complexité liée à la mise en oeuvre d'un tel outil de développement. Le tableau 4 ci-joint en annexe indique les contraintes qui apparaissent au cours de l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire.

Une approche plus flexible et plus pratique de l'aménagement du territoire appelée "RURLINK" est proposée par J. Rabinovitch, conseiller régional principal au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Son modèle a été présenté à la Conférence sur "le foncier et les relations rural-urbain au 21ème siècle", tenue à Istanbul, Turquie en Juin 1996. L'approche fournit un cadre pour une planification intégrée des différents secteurs et les espaces géographiques. Elle se veut être une action orientée, débouchant sur une identification rapide des potentialités du milieu pour une intervention. La CEA pourrait éventuellement se joindre au PNUD pour tester le modèle "RURLINK" dans certains pays africains.

8.1 Recommandations au niveau national

Quelles que soient les politiques arrêtées par les gouvernements, en matière de développement des établissements ruraux, celles-ci doivent se traduire de la part des Etats par l'affirmation d'une volonté politique claire et persévérante, et par l'engagement de moyens publics et privés suffisants et adaptés.

La volonté politique clairement affirmée doit être fondée sur le fait que le développement des établissements ruraux vise essentiellement des objectifs nationaux.

Cette volonté politique pourrait s'exprimer par :

- la définition des priorités nationales à accorder au développement rural intégré et à l'aménagement des établissements ruraux;
- des choix clairs en ce qui concerne les innovations technologiques et sociales pour un développement équilibré des établissements ruraux;
- la continuité dans les priorités, dans les choix et dans la mobilisation des ressources pour la transformation rurale;

- la cohérence et la globalité des actions publiques exigées par les programmes de développement régional intégré.

Dans leur volonté de structuration de l'espace, les gouvernements affichent souvent des objectifs ambitieux auxquels sont affectés des moyens insuffisants ou mal répartis. Il appartient donc aux gouvernements de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en oeuvre des objectifs poursuivis.

Les recommandations contenues dans les différents chapitres de cette étude seront complétées par celles qui suivent et relatives à la planification et à la gestion des terres ainsi qu'au développement des ressources humaines.

a) Planification durable de l'utilisation des terres

La planification durable de l'utilisation des terres permet de voir clairement les rapports entre l'utilisation actuelle des terres, des ressources, la répartition de la population, la gestion des ressources naturelles ainsi que les impacts sociaux et économiques. Dans le contexte du développement durable, la terre doit être perçue comme le support des établissements humains et comme une ressource limitée c'est à dire non renouvelable. Il faudrait donc déployer des efforts constants pour une meilleure utilisation de la terre. Ceci implique évidemment de renforcer la fonction de planification aussi bien au niveau régional que local.

Il est difficile de proposer une structure appropriée de planification de l'utilisation des terres à cause des disparités qui existent entre les pays. Cependant, les éléments suivants pourraient être pris en considération:

- le plan d'utilisation des terres doit être réaliste;
- le plan doit fournir un cadre pour l'intégration des aspects économique, social et physique du développement des établissements humains;
- le plan doit incorporer un programme d'investissement;
- les autorités locales et les organisations communautaires, en tant que partenaires pour la mise en oeuvre et la gestion du plan, doivent prendre une part active dans son élaboration;
- le suivi et l'évaluation de l'exécution du plan doivent être effectués de manière périodique.

b) Gestion durable de l'utilisation des terres

La gestion durable de l'utilisation des terres couvre toutes les activités liées à la gestion de la terre en tant que ressource, aussi bien du point de vue économique qu'environnemental. Parmi les éléments qui sont d'un intérêt particulier pour les pays africains on peut citer: la tenure foncière et la réglementation en matière de transaction foncière, les systèmes d'information géographique (SIG) et les systèmes d'information foncière (SIF), les programmes de développement des infrastructures et du foncier et, l'accès à la propriété foncière par les femmes.

En matière d'amélioration de la tenure foncière et des réglementations, les gouvernements et les autorités locales doivent prendre les mesures suivantes:

- réviser la réglementation et l'administration foncière pour permettre à tous les ménages de pouvoir accéder facilement à la terre;
- revoir les systèmes de tenure foncière et les procédures de transactions foncières pour faciliter la mise en oeuvre des politiques foncières en vue du développement durable des établissements humains;
- assurer la sécurité foncière à toutes les couches de la population;
- mettre en place une structure institutionnelle décentralisée pour la gestion foncière.

En matière de systèmes d'information géographique et foncière, les gouvernements doivent prendre les mesures suivantes:

- évaluer leurs besoins en vue de renforcer leur capacité institutionnelle pour la planification et la gestion de l'utilisation des terres;
- mettre en place des programmes de développement des ressources humaines;
- revoir et évaluer les différents SIG et SIF qui existent localement et appliquer les systèmes appropriés en vue de couvrir les besoins nationaux.

En matière d'accès à la propriété foncière par les femmes, les gouvernements et les autorités locales doivent prendre les actions suivantes:

- assurer un accès équitable à la terre par tous les sexes, y compris le droit à l'héritage et à la propriété foncière;
- veiller à prendre en compte les intérêts des hommes et des femmes à part égale dans la formulation des politiques foncières et la revue des règlements en matière d'administration et de gestion foncières.

c) Développement des ressources humaines et des capacités en milieu rural

L'un des problèmes cruciaux dont font face les populations rurales en Afrique est l'insuffisance de formation. Le taux d'analphabétisme reste très élevé en milieu rural en Afrique, ce qui rend souvent difficile et surtout aléatoire la mise en oeuvre des politiques de développement rural. La gestion et le développement des établissements ruraux exigent une formation adéquate des intervenants en milieu rural à tous les niveaux.

Au niveau local, des efforts doivent être déployés pour améliorer le niveau de formation des agents des municipalités rurales et de ceux travaillant dans les projets de développement rural. Cette formation devrait couvrir les aspects techniques, financiers, administratifs, de gestion et d'identification des projets et programmes de développement rural.

Au niveau villageois, il faudrait que les populations aient accès à des programmes d'alphabétisation et que les enfants puissent fréquenter une école élémentaire. Des encadreurs recrutés parmi les populations rurales et formés aux techniques de développement rural seront par la suite chargés de transmettre les connaissances acquises au niveau villageois.

Les Organisations communautaires de base et les Organisations non-gouvernementales intervenant en milieu rural devraient également bénéficier de cette formation.

8.2 Recommandations au niveau international

Les Organisations internationales, notamment celles qui dépendent du système des nations unies, apportent une contribution importante à la définition et à la mise en oeuvre des politiques de développement des établissements ruraux : l'importance et la qualité des ressources qu'elles mettent à la disposition des Etats, le capital de réflexion et d'expérience qu'elles représentent, sont d'un apport précieux pour renforcer les faibles ressources dont disposent les Etats.

Cette contribution si nécessaire soit-elle, comporte parfois des insuffisances au niveau de sa conception. Les projets d'assistance technique doivent prendre en compte le contexte socio-économique propre à chaque pays d'une part, et le type d'intervention doit être reproductible pour assurer l'impact optimal du projet d'autre part.

L'essentiel est que les projets d'assistance technique apportent des réponses aux besoins réellement ressentis par les populations et que leurs objectifs généraux correspondent à une préoccupation affirmée des gouvernements et des autorités locales. Cette adéquation est nécessaire pour que les projets bénéficient de conditions objectives de réussite, en s'attaquant aux problèmes et en leur apportant des réponses spécifiques. L'absence de volonté politique à la base du projet peut conduire à compromettre totalement sa réussite alors même que d'importantes ressources ont été mobilisées.

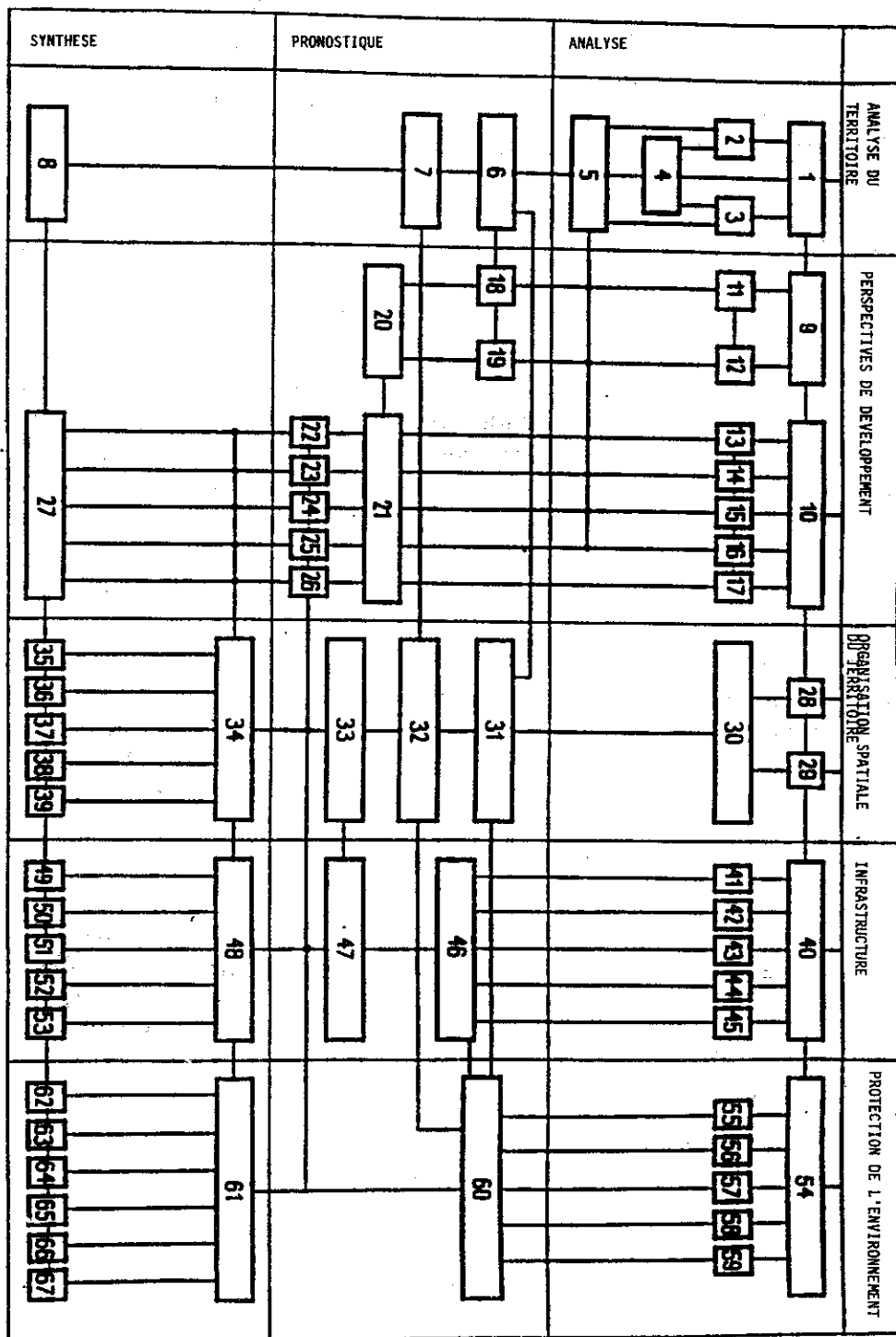
Pour éviter les dangers de ce type d'intervention, il faudrait que la coordination entre les projets d'assistance internationale et les structures nationales soit institutionnalisée afin d'éviter la marginalisation de ces projets au cours de leur mise en oeuvre et la disparition totale de leur impact à leur échéance. Il est essentiel que cette coordination ne soit pas de pure forme et laisse la possibilité aux structures nationales de discuter l'action du projet, d'y proposer d'éventuels ajustements, afin que la prise en charge par les nationaux se fasse progressivement à l'intérieur des projets d'assistance technique.

L'expérience des pays du SAHEL regroupés au sein du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et des pays de l'Afrique de l'Est regroupés au sein de l'Autorité Intergouvernementale de lutte contre la Sécheresse et pour le Développement (IGADD) a prouvé que l'unité spatiale des écosystèmes n'est pas rompue par les frontières nationales, ni définitivement limitée par elles. Les transformations de ces écosystèmes entreprises au niveau national sont interdépendantes les unes des autres. Cette évidence doit être

prise en compte dans les actions de développement des établissements ruraux telles que la mise en valeur des régions pionnières et des terres nouvelles.

Une coordination des actions nationales de développement seraient d'autant plus efficiente et constructive qu'elles entraîneraient une valorisation des résultats acquis. L'objectif à atteindre est d'harmoniser et de coordonner les programmes. La mise en commun des produits nationaux de la recherche et la coordination des efforts et des axes de recherches conduiront à valoriser les résultats acquis et permettront de maximiser l'efficacité des ressources mobilisées dans chaque Etat.

Tableau 4: Les différentes phases de la planification régionale



Source: Central Scientific Research and Design Institute for Town Planning, Moscow, Sroyisdat, 1980.

1. Analyse des ressources nationales; 2. Evaluation des ressources naturelles; 3. Evaluation des interactions en matière de développement ; 4. Situation foncière actuelle; 5. Evaluation intégrée du territoire ; 6. Identification des capacités démographiques du territoire; 7. Identification des réserves ; 8. Perspectives en matière foncière; 9. Répartition actuelle de la population; 10. Situation de l'économie nationale; 11. Dynamique de la population; 12. Ressources humaines; 13. Industrie; 14. Agriculture; 15. Application de la science et de la technologie; 16. Forêt; 17. Services; 18. Projection de la population; 19. Pronostiques en matière de ressources humaines; 20. Perspectives en matière d'équilibre de la main d'oeuvre; 21. Perspectives en matière de développement économique; 22. Industrie; 23. Agriculture; 24. Application de la science et de la technologie; 25. Forêt; 26. Services; 27. Investissements; 28. Analyse de l'utilisation actuelle des terres; 29. Analyse de la répartition actuelle de la population; 30. Analyse de l'occupation actuelle de l'espace; 31. Analyse des perspectives en matière d'occupation de l'espace; 32. Zoning fonctionnel du territoire; 33. Conception et évaluation des alternatives en matière d'occupation de l'espace; 34. Sélection d'une variante; 35. Localisation des industries et des activités rurales; 36. Répartition de la population; 37. Organisation de l'accès aux services dans les établissements; 38. Localisation des zones récréatives; 39. Architecture de l'organisation du territoire; 40. Analyse de l'état actuel des infrastructures; 41. Transport; 42. Distribution d'eau; 43. Energie; 44. Communications; 45. Amélioration et subdivision du territoire; 46. Identification des besoins en infrastructures; 47. Evaluation des perspectives en matière d'eau, d'énergie et autres; 48. Recommandations pour les perspectives de développement des infrastructures; 49. Transport; 50. Distribution d'eau; 51. Energie; 52. Communications; 53. Amélioration et subdivision du territoire; 54. Analyse approfondie des problèmes écologiques du territoire; 55. Couche atmosphérique; 56. Bassin hydraulique; 57. Couvert végétal; 58. Zones sous protection environnementale; 59. Monuments religieux et historiques; 60. Pronostique de la qualité de l'environnement et des zones écologiques; 61. Recommandations en matière de protection de l'environnement; 62. Couche atmosphérique; 63. Bassin hydraulique; 64. Couvert végétal; 65. Aménagement paysager; 66. Protection de l'environnement; 67. Protection des monuments religieux et historiques.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN D. JEDLICKA: Organisation moderne du développement rural NEA-1985.
- ANDRE SAMSON Modalité d'élaboration et de mise en oeuvre au niveau national et suggestions pour des stratégies et des programmes sous-régionaux et régionaux concernant le développement des établissements humains en Afrique -1985.
- DIAKITE GUIMBALA L'aménagement du Territoire en Pays Sahélien NEA-1979.
- FALL BOUBACAR Politiques et Programmes des Etablissements Humains pour l'accélération de la transformation rurale en Afrique - 1988.
- J. HARDOY and D. SATTERTHWAITE Environmental Problems in Third World Cities, London, Earthscan, 1992.
- GUIEBO JOSEPH Méthodes et Techniques nationales de planification des établissements humains : Leçon les expériences du Burkina Faso - 1985.
- GELIA CASTILLO The farmer Revisited toward the return to the food problem - 1976.
- RONDINELLY D.A. and RUDDLE K. Urban functions in rural development: an analysis of integrated spatial development policy. Washington - 1976.
- ROUMEGUERE PASCAL Le développement des établissements et pôles de croissance ruraux en Afrique de l'ouest et du centre: Expériences, Alternatives, Recommandations - 1979.
- Pape Touty SOW Emploi en Milieu Rural au Sénégal- Revue critique des politiques et programmes (Rapport provisoire), Février 1996.
- MBaye SARR et Cathérine PRAVIN Perspectives de développement de l'emploi local agricole et non-agricole au Sénégal, 1997
- THENEVIN P. Planification et comportement des centres de décision en milieu rural -1975.

IBRD:	The Design of rural development: Lesson from Africa.
UN (ST/SOA/76)	Méthodes pour déterminer les objectifs et établir des normes dans le domaine de l'habitation et de l'aménagement du milieu - 1969.
NATIONS UNIES (CEA)	i) Atlas continental pour l'habitat en Afrique, 1996. ii) Rapport sur l'état des établissements humains en Afrique, 1996.
NATIONS UNIES (ESCAP)	Guidelines for rural centre planning - 1979.
NATIONS UNIES	Première Conférence des Nations Unies sur les (A/CONF.70/A/1) Etablissements Humains (Habitat I)- Situation des établissements humains dans le monde - 1976.
NATIONS UNIES (A/CONF.165/14)	Rapport de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains (Habitat II) - Le Programme pour l'Habitat, 1996.
NATIONS UNIES (FNUAP)	Population et Développement Durable-Cinq ans après Rio, 1997.
NATIONS UNIES (PNUD)	The impact of Macroeconomic Policies on the Rural Poor - Analytical Framework and Indicators, 1989.
ALGERIE	Demain l'Algérie: Un Projet d'Aménagement pour l'Algérie de Demain, 1996.
BOTSWANA	National Settlement Policy, May 1992.
CAMEROUN	Plan National de Gestion de l'Environnement, vol. 1, Rapport Principal, Février 1996.
COTE D'IVOIRE (PM)	Eléphant d'Afrique, Tome 1 Objectifs et Stratégies de Développement de la Côte d'Ivoire 1995-2000, Septembre 1995.
COTE D'IVOIRE (MIIN-MPDI)	Décentralisation et Aménagement du Territoire- Document de stratégie, Mai 1997.

COTE D'IVOIRE	Enquête Ivoirienne sur les Migrations et l'Urbanisation EIMU)-Séminaire (MPDI-MESRIT)de Dissémination des Résultats, Octobre 1996.
GABON	La Pauvreté dans une Economie de Rente, vol. II Rapport Principal, Mars 1997.
SENEGAL (M.J./SED)	Esquisse du Plan National d'Aménagement du Territoire 1986.
SENEGAL (MEFP/DAT)	Plan Général d'Aménagement du Territoire- Avant Projet, 1994.
SENEGAL	Réseau Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest-Enquête Migrations et Urbanisation au Sénégal (EMUS-1993), Mai 1997.
SENEGAL (MEPN/CONSERE)	Plan National d'Action pour l'Environnement, Juillet 1997.
SENEGAL (MMT/DAST)	Programme de Développement des Applications de l'Energie Solaire en Milieu Rural, Février 1994.
SENEGAL (MI)	Textes de Lois de la Décentralisation, 1997.
THE GAMBIA (MLGL/UNDP)	National Report ant Plan of Action 1996-2000, for Habitat II Conference, June 1996.
THE GAMBIA (MLGL/DCD)	Department of Community Development- Annual Report 1996
ZAMBIA (FAO)	Agricultural Marketing and Processing Project. Preparation Report. Final Version.